

# Le Kansas : le charme est rompu au pays d'Oz



**JOONED KHAN**  
envoyé spécial.

**L**e «Coeur de l'Amérique» ne bat plus comme avant. Mais, comme un cardiaque qui n'ose admettre son infirmité, le Kansas maintient fièrement l'apparence du «tout va très bien dans le meilleur des mondes possibles».

«La colère monte», dit Sara Anderson, volontaire démocrate dont deux oncles fermiers sont menacés de faillite. «Mais le Kansas républicain, pays de Dwight Eisenhower, héros militaire et président des États-Unis, reste accroché aux valeurs traditionnelles».

Comme au temps où Dorothy, l'héroïne du film-icône «The Wizard of Oz», revenue sur la ferme de sa tante à la fin de son aventure, disait à son chien Toto, à propos de son Kansas natal, où elle se plaignait de s'ennuyer: «There's no place like Home».

Les ratés se multiplient pourtant: la ferme familiale recule devant le rouleau compresseur de l'agribusiness; le pétrole et l'aviation pâtissent; la population décroît, les fermiers se proliférant vers l'est urbain et les jeunes émigrant vers l'Arizona et la Californie; et les réserves d'eau sont polluées, le forage pétrolier et l'usage de fertilisants menaçant jusqu'à la nappe phréatique en régression.

La placidité du Sunflower State, malgré l'impact négatif du réaganisme, est due en bonne partie à «l'homogénéité ethnique de l'État», dit Elizabeth Taylor, lobbyiste républicaine à Topeka, la capitale.

Plus de 92 p. cent des 2,4 millions de Kansans sont en effet blancs, WASPs pour la plupart, arrivés au siècle dernier, au temps où Dodge City incarnait la loi du Far West en territoire amérindien, ou venus du Sud dans les années 1940. Les autres sont italiens ou yougoslaves, installés dans les collines urbanisées du sud-est appelées les Balkans.

«Avec cinq p. cent de Noirs et une poignée d'Hispaniques et d'Asiatiques, le Kansas ne connaît pas les tensions ethniques des grands États de l'Est et du Sud», dit Matt Lundy, au siège de la campagne Dukakis-Bentsen à Wichita, le centre de l'industrie de l'aviation.

Le Kansas s'en tire d'ailleurs mieux que ses voisins de la sécheresse de 1988, grâce au redressement des prix agricoles causé par la chute de la production. Même si, comme le dit Sara Anderson, «le boisseau de soja à \$15, c'est fini, on en est à \$8, et la valeur des fermes dégringole».

Les démocrates du Kansas, minoritaires à Topeka et à Washington, où ils n'ont aucun sénateur, ont pourtant une chance «historique» d'aller chercher cette année les 7 votes électoraux qui, sauf en 1964, sont allés aux républicains lors des 12 dernières présidentielles.

La raison? «Les Kansans ont reçu une double claquette qu'ils ne sont pas près d'oublier», dit l'ex-gouverneur John Carlin, démocrate et artisan du très controversé «Severance Tax» imposé en 1985 sur la production pétrolière et gazière de l'ouest rural pour financer les services publics dans l'est urbain de l'État.

«Tout tourne autour du sénateur Bob Dole, premier Kansan présidentiel depuis Eisenhower», explique-t-il. «Bush l'élimina des primaires au terme d'une campagne mesquine, et voilà

qu'il lui préfère maintenant Dan Quayle comme colistier. L'abstention risque d'être élevée au Kansas cette année».

«Conscient que le Kansas est lent à changer et convaincu que c'est dans la poche, Bush n'a pas fait campagne ici», dit Jim McLean, de la radio publique KANU, à Lawrence, «mais il pourrait avoir une surprise. Quayle en tout cas n'est pas populaire au Kansas», dit-il.

L'embargo céréalier de Carter précipita le Kansas dans les bras de Reagan en 1980, mais les années Reagan ont été dures pour le pays d'Oz, dit McLean.

«Le complexe militaro-industriel de Wichita a prospéré mais peu d'emplois sont créés dans le high-tech et les industries légères», dit-il, alors que l'agribusiness avale les fermes, des lignes de chemin de fer ferment sous la dérégulation, des communautés rurales disparaissent et des banques font faillite en nombre record».

Où vont les fermiers chassés du sol? «Les solidarités familiales jouent. La fierté et la frugalité aussi. Ils vont vers l'est, vers les villes, grossir le secteur des services pour des salaires de misère. Bientôt, nous travaillerons tous chez MacDonald», commente Mary Ann Bradford, grand-mère et écologiste, à la permanence démocrate de Topeka.

«C'est l'ère du nouveau commis-voyageur», disent des étudiants sur le campus du Kansas State University, à Manhattan, où les collines boisées de l'est fondent devant la plaine monotone du Kansas d'Épinal. «Autrefois, on vendait des aspirateurs Hoover et des brosses Fuller, maintenant on vend des gadgets électroniques et des articles designer».

Accoudé devant le téléviseur à un bar du côté kansas de Kansas City, sur le Missouri, et sirotant une bière, Tom Gaines, 24 ans, broie du noir. «Je suis vendeur, dit-il. Je n'ends n'importe quoi. J'ai quitté les études pour devenir vendeur. J'étais en Californie mais j'ai dû rentrer. La concurrence est terrible. J'étais ce matin à une interview: il y avait 120 postulants pour quatre jobs qui ne paient même pas un salaire!».

On comprend donc, comme le dit Matt Lundy, que le soutien à Bush soit «mou» au Kansas. L'État modèle de la prudence financière, où chacun aspire à posséder sa maison et à envoyer ses enfants à l'université, voit ses rêves s'écrouler et l'avenir menacé par la dette astronomique accumulée sous Reagan.

Ce qui explique, selon Jim Sullinger, du Kansas City Star, que les démocrates comptent gagner du terrain à Topeka même. En chevauchant un thème réaganien, la réduction des impôts.

«Le gouverneur républicain Mike Hayden, élu en 1986, maintient le Severance Tax de son prédécesseur démocrate et il a même introduit des impôts indirects en légalisant les loteries, les courses et les jeux», dit-il.



Au Kansas, les ratés se multiplient: la ferme familiale recule devant le rouleau compresseur de l'agribusiness.

«Quant aux revenus nouveaux qui ont échoué à l'État avec la réforme fiscale de Reagan, Hayden les accumule en banque, en espérant s'en servir pour se faire réélire en 1990. Mais, disent les démocrates,

il faut libérer ces fonds tout de suite et soulager le fardeau du contribuable. En enfourchant ce thème porteur, les démocrates ont renversé les rôles au Kansas», dit Sullinger.

Loin dans le Far West du Kansas, à Ulysses, aux confins du Colorado et de l'Oklahoma, Steve Upshaw, vieil avocat républicain, est peu loquace. «Je ne suis pas économiste, donc je ne sais pas si

les années Reagan ont été bonnes ou mauvaises pour le Kansas. Mais je peux vous dire que le Kansas se porte mieux que ses voisins, et qu'ici, Bush est très populaire», dit-il.

## Le Missouri, deux fois plus peuplé que le Kansas, est un État-clef

**K**ansas City, Kansas, ou KCK comme on l'appelle ici, avec 160 000 habitants, n'est qu'une banlieue pauvre de l'autre Kansas City, la vraie, grande métropole du Missouri voisin, de l'autre côté du fleuve du même nom, avec ses quelque 700 000 habitants.

L'aéroport international se trouve d'ailleurs au Missouri. Les grands journaux de la ville, le Times et le Star, couvrent surtout le Missouri. Pour avoir une idée du Kansas, il faut s'éloigner de KCK, vers Salina et Russell, à l'ouest, et vers Emporia et Wichita, au sud, baignant dans la gloire automnale en ce mois d'octobre.

Mais on a beau filer vers les plaines de l'ouest, une constatation s'impose: à l'image du grand Kansas City à l'est, planté au confluent des fleuves Kansas et Missouri, et au carrefour du commerce de la fourrure et des pistes du bétail au siècle dernier, le Kansas et le Missouri sont des siamois aux économies analogues mais aux traditions politiques opposées.

Principal contraste: le Missouri, État de Harry Truman, est aussi démocrate que le Kansas, pays de Dwight Eisenhower, est républicain. Deux fois plus peuplé que le Kansas, le Missouri vota cependant pour Nixon et Reagan, et ses deux sénateurs à Washington ainsi que le gouverneur à Jefferson City sont républicains.

Bien que cinq des neuf représentants à Washington soient démocrates, dont l'ex-aspirant présidentiel Dick Gephardt, de même que l'écrasante majorité au Sénat et à la Législature de Jefferson City.

«Notre mission est simple: ramener l'État de Harry Truman au bercail démocrate. Nous ne pouvons espérer mettre Dukakis à la Maison-Blanche, et encore moins enlever le Kansas à Bush, si nous ne récupérons pas le Missouri», dit Mark Longabaugh, directeur de la campagne démocrate dans cet État-clef.

L'acharnement républicain à conserver l'héritage de Reagan au

Missouri est à la mesure de l'effort démocrate en vue de le liquider: le Show Me State n'a que 11 votes électoraux, mais George Bush et Dan Quayle, qui n'ont pas visité une seule fois le Kansas voisin, viennent de sillonner le Missouri pour la 6e fois en deux mois, autant de fois que Dukakis et Bentsen.

À Westminster College la semaine dernière, la même où Winston Churchill évoqua en 1946 le «Rideau de fer» divisant l'Europe, Bush est venu dire que «les rayons de lumière d'Occident commencent à percer le rideau rongé par la rouille». Mais Quayle était accueilli avec des pancartes le traitant de «menteur» et de «lâche».

Travaillant de son côté le vote rural, Dukakis accusait l'administration Reagan-Bush d'avoir en huit ans permis aux riches d'investir dans leurs 2e et 3e maisons alors que 250 000 fermes familiales disparaissaient sous les dettes. Au pays de Gephardt, il a aussi fait vibrer la corde protectionniste.

«La campagne télévisuelle est moins efficace que le contact personnel ici», estime Dale Neuman, de l'Université du Missouri, «et les républicains sont mieux organisés que les démocrates».

C'est en effet l'État de l'intraitable gros bon sens et de la résistance acharnée, dans la tradition de Truman, celui-là même qui fit mentir la presse et les sondages en battant Thomas Dewey en 1948. Mal aimé des sondages, Dukakis évoque sans cesse l'exemple de Truman et jure d'en faire de même le 8 novembre.

Jour après jour, le Kansas City Times s'efforce en éditorial de dénoncer les scénarios des manipulateurs occultes et de ramener le choix présidentiel au niveau de l'électeur moyen.

«En septembre 1948, le sondage Roper donnait 44 p. cent à Dewey et 51 p. cent à Truman. Le New York Times prédisait que Dewey aurait 345 votes électoraux, mais Truman obtint 303 votes et 24 millions de suffrages contre 189 votes et 22 millions de suffrages à Dewey, rendant ainsi les élections au peuple», écrivait-il la semaine dernière.

Le lendemain, le journal dénonçait «le désir égocentrique des médias d'être les premiers à

annoncer la nouvelle, voire de jouer les prophètes, et de clouer ainsi des millions d'électeurs devant leurs téléviseurs en leur disant que les jeux sont faits et qu'eux-mêmes n'y peuvent rien».

De son côté, le Star, où Truman fut autrefois journaliste, s'attaque jour après jour aux déficits commerciaux et budgétaires, à la dette, à la corruption et à l'incompétence. Mais l'État de Mark Twain et de Jesse James n'est pas encore à ranger dans la colonne Dukakis et le combat est féroce.

C'est que la bataille Bush-Dukakis s'y déroule sur fond d'après deux opposant, entre autres, le gouverneur John Ashcroft et son adversaire démocrate Betty Hearnes, ainsi que le sénateur Jack Danforth, à la recherche d'un 3e mandat consécutif à Washington, et son rival démocrate, le jeune et agressif Jay Nixon, sénateur local.

Les spots publicitaires dans ces deux courses n'ont rien à envier aux annonces télévisées présidentielles au chapitre des attaques personnelles et des coups bas, et les débats télévisés, la semaine dernière, avaient toute la passion et le feu qui ont tellement manqué dans les débats Bush-Dukakis.



Un poste de météo est parfois tout ce que l'on peut voir à des milles à la ronde.

## Un doute gagne le Bible-belt

**D**e l'immense étendue qui va du Missouri au Colorado, englobant 12 millions d'Américains, trois salles seulement projettent «The Last Temptation of Christ», et toutes trois, à St. Louis, Kansas City et Denver, sont des cinémas de répertoire, échappant au circuit commercial.

C'est que nous sommes ici en plein Bible-Belt et aucune salle commerciale n'ose défier les puissantes Églises toutes aussi militantes les unes que les autres et farouchement opposées au film.

Reflétant les préoccupations locales, le Kansas, petit quotidien local, fait sa une avec des nouvelles du genre: «Un cambrioleur tombe dans les fonts baptismaux d'une église» ou «Pas de danseuses nues à Rosedale».

Si bien que les spectateurs viennent de très loin, chaque soir, remplir les 1 000 places de l'historique Granada Theatre à Kansas City, Kansas, où le film controversé de Martin Scorsese est projeté depuis bientôt un mois. À l'entrée, des piqueurs manifestent et des protestataires distribuent tracts et pamphlets dénonçant l'oeuvre.

Saisissant l'occasion, la bibliothèque municipale vient d'ajouter le film «Hail Mary» à sa collection de vidéocassettes et une nouvelle tempête se prépare.

«Les mentalités s'ouvrent, mais, au Kansas, tout change très lentement», confie John Gray, venu de Wichita avec sa femme, comme pour excuser ses concitoyens et dire que tout n'est pas perdu.

Tournure inattendue, cependant, la discussion entre les Gray et leurs amis à la fin du film débordait rapidement sur l'ambiguïté de l'Amérique dans le monde contemporain.

«Dans un milieu social qui semble dominé par des Arabes et autres tiers-mondistes, Scorsese a habilement donné aux Américains les rôles du Christ et de ses disciples, et à David Bowie, avec son accent British, celui du défenseur du pouvoir impérial romain», dit Ted Tyson, 27 ans, fonctionnaire à Topeka.

«Cette sémiotique flatte notre orgueil et renforce l'image que nous avons de nous-mêmes, mais Reagan n'a-t-il pas renforcé notre rôle impérial et réduit notre engagement évangélique auprès des pauvres?», lance-t-il, semant le trouble dans le petit groupe.

«Espèce de libéral!», fait quelqu'un, rompant la tension et provoquant des éclats de rire. John Gray et Ted Tyson ne cachent d'ailleurs pas leurs couleurs démocrates, ce qui veut dire qu'ils sont minoritaires au Kansas.

À la sortie du Granada, d'ailleurs, les sentinelles du «Campus Crusade for Christ International» veillent toujours, avec des tracts qui dénoncent à la fois, en langage subliminal, l'auteur grec de l'ouvrage qui a inspiré le film, et ses distributeurs juifs de MCA-Universal. «Un autre coup de Bush contre Dukakis!», dit John Gray.

### Pierre Fortin et le libre-échange

Pierre Fortin, professeur d'économie à l'UQAM après l'avoir été pendant plusieurs années à l'Université Laval, ne croit pas qu'il y ait lieu de craindre le libre-échange. Selon lui, c'est une tempête dans un verre d'eau. Tout autant que Mulroney a de la misère à démontrer que c'est très bon parce qu'il n'y a rien là, dit-il, les gens qui s'y opposent s'opposent à quelque chose qui n'est pas du tout tragique.

B 4



### La restauration : à haut risque

Avec \$3,4 milliards par an de recettes pour 12 000 établissements au Québec, l'industrie de la restauration attire beaucoup de gens. Chaque année, 2 000 restaurants ouvrent leurs portes tandis que 2 000 autres les ferment.

B 5



# Chrétien, la potion magique des libéraux?

La gloire est éphémère!

En une semaine, juste à mi-campagne, le vent a changé de bord! Le momentum est passé des conservateurs aux libéraux.

Les événements favorables au parti de John Turner sont multiples:



- l'entrée en scène de son rival Jean Chrétien, qui sème à tout vent en faveur du chef actuel, et l'implication inattendue de la vieille garde libérale et des fidèles de Pierre Trudeau, dont Marc Lalonde et le sénateur Pietro Rizzuto;
- les débats télévisés qui, selon une majorité de Canadiens, ont été à l'avantage de John Turner et qui ont nettement défavorisé Ed Broadbent;

● la révélation d'une nouvelle affaire intrigante au sein du Parti conservateur et impliquant cette fois un ami intime du Premier ministre Mulroney, le sénateur Michel Cogger, également coprésident de la campagne électorale au Québec;

● l'implication subite de la Banque de la Nouvelle-Écosse qui a dressé une assez longue liste des éventuels grands perdants de l'accord de libre-échange. Cette intervention survient à peine quelques jours après l'inquiétude manifestée par les grandes banques du pays en regard de la possibilité que le Nouveau Parti démocratique devienne l'opposition officielle;

● la déclaration du Premier ministre libéral de l'Ontario, David Peterson, qui réaffirme sa confiance en John Turner et réactive des projets de loi permettant à sa province de se protéger contre les effets négatifs éventuels de l'accord de libre-échange;

● la crainte, de la part des investisseurs, de l'élection d'un gouvernement conservateur minoritaire qui a fait baisser les actions d'Air Canada à la Bourse de Toronto jeudi. Tous ces éléments sont-ils suffisants pour changer le cours des choses d'ici le 21 novembre? Oui et non.

**Oui:** Le moral des troupes libérales est nettement meilleur et les organisateurs retrouvent une nouvelle motivation pour «mettre le paquet» au cours des trois prochaines semaines. La victoire morale de M. Turner lors des débats aidera sûrement l'élection d'un certain nombre de candidats qui réussiront ainsi à passer entre le conservateur et le néo-démocrate. Le Parti libéral gagnera des points dans les sondages et fera meilleure figure que prévu lors du scrutin. Le parti de John Turner s'est peut-être assuré la seconde place au fil d'arrivée, devançant le NPD qui le talonnait de près depuis le début de la campagne.

**Non:** La différence est tellement énorme entre la popularité du Parti conservateur et son chef Brian Mulroney d'une part et du Parti libéral et son chef John Turner d'autre part qu'un renversement est quasi impossible. Même envisager un gouvernement minoritaire à ce moment-ci apparaît irréaliste. L'équipe

libérale ne compte que peu de gros canons pour former un gouvernement; le programme électoral est échevelé et partiel; l'opposition au libre-échange n'est pas majoritaire au pays; le chef John Turner demeure négligé dans l'opinion publique.

La venue d'un Jean Chrétien ne peut à elle seule transformer une défaite en une victoire. M. Chrétien est venu à la rescousse de M. Turner non pas nécessairement par amitié ou solidarité, mais parce que la débâcle du Parti libéral lui serait fort nuisible pour son avenir.

Devenir chef d'un parti décomposé, déchiré, endetté, constitue tout un défi. S'il devait se présenter et être élu lors d'un congrès à la direction immédiatement après les élections, M. Chrétien pourrait devenir un autre Turner. Passer quatre années dans l'opposition use le charisme du meilleur homme politique.

Si, par ailleurs, il devait attendre deux ou trois ans pour reprendre du service en vue du prochain scrutin en 1992, les militants le considéreraient, une fois élu, comme un homme dépassé, d'une autre époque. La même attitude que beaucoup de libéraux ont envers M. Turner.

La popularité actuelle de M. Chrétien dans les sondages ressemble à celle qu'obtenait M. Turner durant sa retraite temporaire, avant qu'il ne revienne dans l'arène. L'humeur politique des citoyens est beaucoup plus favorable aux hommes politiques au repos qu'aux politiciens au combat.

Claude MASSON

## LES ENJEUX

### « Bye, bye, mon cowboy »

Lors du débat en anglais, Brian Mulroney a semé un certain émoi en affirmant, au beau milieu d'un échange animé, que le Canada pouvait mettre fin au traité de libre-échange quand il le voulait.

C'est «un document commercial résiliable à six mois d'avis», a-t-il lancé. La plupart des téléspectateurs n'étaient pas au courant. Certains se sont étonnés, et d'autres se sont sans doute méfiés, soupçonnant peut-être la une demi-vérité dont le premier ministre est friand.

Et pourtant, c'est en toutes lettres dans l'accord. Il s'agit du dernier point du traité, l'article 2106, qui dit que «le présent accord demeurera en vigueur sauf dénonciation par l'une des Parties sur préavis de six mois à l'autre Partie».

C'est ce qu'on appelle une clause résolutoire. En français de tous les jours, elle signifie que le gouvernement canadien peut, quand il le veut, avertir Washington que le Canada ne veut plus du libre-échange. Dans un tel cas, le traité prend fin six mois plus tard. Un premier ministre canadien pourra citer Mitsou et lancer à son homologue américain un retentissant «bye, bye, mon cowboy». Mais n'oublions pas que cela joue dans les deux sens et que les USA peuvent aussi lâcher le Canada.

On retrouve de telles dispositions dans tous les traités commerciaux, celui qui lie les USA et Israël, celui qui unit les pays européens dans la Communauté économique, et même dans le pacte de l'auto entre le Canada et les USA.

Cette clause peut sembler rassurante puisqu'elle montre que le Canada n'est pas enchaîné par l'entente. Mais, dans les faits, il s'agit plutôt d'une solution de dernier recours, d'un remède de cheval, aux conséquences fort graves, que l'on ne peut pas utiliser à la légère.

Néanmoins, si on découvre que le libre-échange comporte des effets indésirables, ou si nos partenaires américains font preuve de mauvaise foi, nous disposons d'une porte de sortie.

Par exemple, au cours du débat, les chefs ont beaucoup parlé de la période de cinq à sept ans dont disposent les deux pays pour aboutir à une entente sur les subventions gouvernementales: lesquelles sont acceptables, lesquelles ne le sont pas. Ce ne sera pas facile. Mais M. Mulroney a même admis à ses opposants que si les Américains tentaient de s'opposer à nos programmes régionaux, ce serait «un refus et un non absolument catégoriques». Si tel était le cas, M. Mulroney pourrait mettre fin à l'entente en vertu de la clause résolutoire.

Par ailleurs, si les libéraux ou les néo-démocrates prennent un jour le pouvoir et s'ils sont encore des opposants farouches au traité, ils pourront promettre aux électeurs d'utiliser l'article 2104. Bien sûr, c'est moins image qu'une promesse de déchirer l'entente; c'est également moins ridicule.

Mais cette clause est très difficile à utiliser. Un traité de libre-échange entraîne, cela va de soi, une intégration des deux économies et pousse les agents économiques des deux pays à modifier leurs activités. Briser ces liens provoquera une profonde instabilité économique et politique qui, en outre, compromettrait les rapports avec nos voisins.

Voilà pourquoi la protection qu'offre la clause résolutoire est une arme à double tranchant. On peut d'ailleurs constater que les pays signataires de traités commerciaux ne s'en servent pas. Le plus bel exemple en est le pacte de l'auto. Cette entente favorise beaucoup plus le Canada qu'on ne l'aurait cru il y a vingt-cinq ans, en termes d'emplois et d'investissements. Cela a indisposé les Américains; mais jamais n'ont-ils tenté de mettre fin au pacte même s'ils en avaient le droit.

Bref, ce n'est pas parce que le traité de libre-échange est résiliable que les inquiétudes de beaucoup de Canadiens s'envoleront en fumée. Mais il n'en reste pas moins que l'existence de la clause résolutoire devrait quand même permettre de dédramatiser certaines réactions au traité.

D'abord, quand M. Turner affirme que, d'un trait de plume, Brian Mulroney a détruit 120 ans d'efforts pour construire ce pays, la clause résolutoire rappelle qu'un autre coup de plume peut renverser les tendances qui lui font si peur.

Par ailleurs, l'existence de cette clause rappelle qu'il s'agit d'un traité commercial signé volontairement entre deux partenaires et non pas d'un amendement à la constitution canadienne.

Mais il faut bien dire que si les chefs des deux partis d'opposition affirment que les conséquences du libre-échange sont cruciales pour l'avenir du Canada, ce qui les mène à des conclusions apocalyptiques, c'est Brian Mulroney lui-même qui en est responsable.

Le libre-échange est une excellente chose, mais il ne changera pas la face du monde, ne modifiera pas la vie quotidienne, et ne bouleversera pas vraiment notre économie, comme l'explique fort bien l'économiste Pierre Fortin en page B 4 de ce cahier.

Alain DUBUC



DROITS RÉSERVÉS

## Même dans les meilleures circonstances un débat télévisé n'est pas très instructif

MARCEL ADAM

Les sondages confirment le verdict de la majorité des observateurs: John Turner a gagné haut la main les deux débats.

Sans doute ses conseillers en communications y sont-ils pour quelque chose. Mais aussi le fait qu'il a su montrer un peu les qualités (combative, pensée articulée, maîtrise des sujets) qui avaient fait de lui le politicien à succès des années 60 et 70.

Cette victoire décisive pourrait provoquer un certain déplacement des intentions de vote en sa faveur. C'est le résultat que produisent parfois ces spectacles médiatisés. Pour beaucoup qui les trouvent démocratiquement bienveillants, il est bien qu'il en soit ainsi. Je pense au contraire que c'est l'un des grands inconvénients de ces débats que de créer l'impression chez beaucoup qu'un excellent débattre peut faire un bon premier ministre.

L'un n'empêche pas l'autre, certes, mais il ne faut jamais oublier que les qualités qui permettent de gagner les élections — et aussi de tels débats — ne sont pas celles qui sont nécessaires pour faire un bon chef de gouvernement.

Les libéraux se réclament maintenant de Turner comme

si le crapaud s'était par la simple magie de deux débats métamorphosé en un prince paré de toutes les vertus. Il n'est pas plus l'un aujourd'hui qu'il n'était l'autre hier. Ces débats n'ont pas transformé l'homme qui n'a pas su en quatre ans s'imposer à son parti et gagner la confiance des Canadiens (victime de lui-même, des autres ou des circonstances, peu importe).

Ce qui prouve encore une fois que dans ce genre d'exercice c'est la forme qui fait foi de tout, non le fond.

Les trois chefs n'ont rien dit qu'ils n'avaient pas déjà répété vingt fois. C'est la manière d'être des débatteurs, leurs qualités télévisuelles, le format des émissions qui ont fait la différence.

Si elles n'ont rien appris aux initiés, j'admets qu'en principe ces discussions pouvaient apporter quelques lumières au commun des citoyens. Je dis en principe parce qu'en pratique il n'y a pas grand profit pédagogique à en tirer.

Les gens qui n'en ont pas l'entraînement ne peuvent porter durant longtemps une attention soutenue à des échanges de vues sérieux sur des questions souvent abstraites et compliquées. Or ces débats ont duré une éternité: trois heures chacun. Les gens ont certainement commencé très tôt à «zapper» manuellement et/ou mentalement.

Le débat de mardi a été plus intéressant que celui de lundi qui fut d'un mortel ennui; mais en dehors des quelques courts moments de grande intensité dramatique, je doute que la ma-

jorité des téléspectateurs soient demeurés vraiment accrochés durant les deux heures et demie où les chefs ont échangé de manière relativement calme et disciplinée.

A cause de ces rares accrochages virils, des commentateurs anglophones se sont exclamés, tout excités, après le débat de mardi: «Voilà ce que devrait être un vrai débat!» Comme si les décibels ajoutaient du poids aux arguments, comme si, à l'occasion de ces empoignades verbales, leur qualité intrinsèque pouvait mieux retenir l'attention que la manière de les asséner à l'adversaire.

«Contrairement à un préjugé fort répandu, écrivait en avril dernier, dans le magazine *Le Point*, l'essayiste politique français Jean-François Revel, le choc des opinions contraires ne remplace pas une bonne information... Ce qui fait juger favorablement ou non un candidat, ce n'est pas son bilan... ce n'est pas davantage la vraisemblance de ce qu'il propose... c'est «comment il s'en est sorti», «comment il a été»...»

On a pu vérifier la justesse de ce point de vue cette semaine, comme d'ailleurs après chaque débat antérieur.

Même dans les meilleures circonstances les débats télévisés n'ont pas la valeur informative que beaucoup leur prêtent. Les chefs l'auraient-ils voulu, et le format l'aurait-il permis, qu'ils n'auraient pu traiter plus utilement les grandes questions, à cause de la faible capacité d'attention du public, et du caractère conflictuel et distrayant de l'exercice.

Si les débats ont des vertus redemptrices, l'une d'elles c'est peut-être de ressusciter l'intérêt des électeurs, en insufflant une nouvelle vitalité dans une campagne enlisée dans la monotonie.

Les débats télévisés pourraient avoir plus souvent cet effet revitalisant si la rigidité des règles ne tuait pas la spontanéité des débatteurs et si les journalistes n'étaient pas en liberté surveillée.

Hier, dans sa chronique du *Devoir*, le politologue Daniel Latouche suggérait d'imaginer René Lévesque dans la peau de l'un des chefs ou de celle d'un journaliste.

Comme lui je ne le vois pas suivant docilement un scénario préétabli, agissant comme une marionnette activée en coulisses par des experts en communication. Très tôt nous aurions assisté à une bagarre en règle qui aurait eu au moins l'avantage d'être extrêmement divertissante.

Il m'est plus difficile cependant de l'imaginer sur le panel des journalistes. Parce qu'il aimait trop sa liberté et respectait trop ce métier pour accepter de jouer un tant soit peu le rôle de faire-valoir des politiciens.

Jeudi dernier j'ai été injuste envers M. Yves Dupré et tous les membres de sa confrérie (les communicateurs/conseils), en utilisant sans réfléchir le terme très préjoratif de «manipulateurs» pour qualifier les artisans de ce métier honorable. Je regrette cette légèreté et je m'en excuse.

Opinions

L'environnement: le vrai débat aura-t-il lieu?

JACQUES DUFRESNE  
collaboration spéciale

Je veux d'abord rassurer les lecteurs. Pour traiter de l'environnement je vais m'inspirer plus de Fernand Seguin que des discours électoralistes que nous entendons depuis un mois. Plus précisément, je vais tenter de donner du sens à ce discours à partir de ce que, dans son dernier livre, *Le cristal et la chimère*, Fernand Seguin nous apprend sur les mêmes sujets.

Ai-je besoin de dire mon admiration pour les courts essais de Fernand Seguin? Actuellement dans le monde, ce sont les ouvrages de l'Américain Lewis Thomas qui servent de modèles dans ce genre. L'estime que ceux de Seguin sont plus achevés. Je n'y trouve pas de bavures. Peut-être y a-t-il plus d'originalité dans ceux de Thomas? Beau sujet de conversation pour ranimer l'intelligence après les taches publicitaires de nos élus. (Taches, si je ne m'abuse, est la traduction de spots).

La parole est à vous, monsieur Mulroney. Qu'avez-vous à dire sur l'environnement? Vous avez trente secondes. «Eh! bien je pense que la lutte contre la pollution n'est pas incompatible avec la bonne marche des affaires.»

Qu'est-ce que cela veut dire au juste? Que pour chaque milliard que les Américains pourraient économiser grâce à de nouvelles centrales électriques au charbon, ils ajouteraient un million au budget de la lutte contre les pluies acides. Autrement dit qu'après avoir accru les dégâts de 50 p. cent, ils ajouteraient 0,05 p. cent au remède?

Monsieur Mulroney est évidemment trop intelligent pour faire siennes de pareilles inepties. Que veut-il dire alors? La réponse est peut-être dans le livre de Fernand Seguin.

Chacun sait que les sacs de plas-

tique dans lesquels nous mettons nos déchets sont voués à une sinistre immortalité dans les entrailles de la terre où nous les enfouissons. Que faire? Réduire le gaspillage? Il n'en est pas question! Cela créerait du chômage chez les éboueurs. Les Américains, nous apprend Seguin, ont trouvé la solution: fabriquer des sacs à la fois résistants et bio-dégradables et, pour cela, utiliser comme matière première une substance qui existe en surabondance: le maïs.

Monsieur Mulroney a sans doute une solution de ce genre à l'esprit. Pendant ce temps, ses adversaires annoncent des projets de plusieurs centaines de millions.

Je me demande s'il ne vaudrait pas mieux esquiver carrément la question plutôt que de proposer ainsi des solutions illusoire qui vont retarder le moment de la prise de conscience véritable. Est partielle et illusoire toute solution qui fait croire aux gens qu'un changement est possible sans engagement de leur part.

Il ne suffit pas de dire qu'on va prendre ici ou là les millions destinés à l'environnement. De toute façon, ces millions vont s'ajouter au déficit. Il faut concevoir la croissance et le développement différemment.

Nous pourrions tous aller faire notre marché munis de sacs réutilisables. Nous ne changeons pas de valise chaque fois que nous partons en voyage. Pourquoi n'avons-nous pas le même souci d'économie quand nous faisons notre marché?

Parce qu'elles rendent concrète, dans notre vie quotidienne, l'idée abstraite d'un développement axé sur la qualité plutôt que sur le gaspillage, de telles mesures, qui ne coûteraient rien aux gouvernements, seraient plus efficaces que des engagements coûteux, qui vont peut-être donner des résultats, mais qui vont surtout confirmer les gens dans l'illusion qu'il peuvent sauver la planète tout en continuant à vivre comme avant; tout en revenant, automne après automne, à l'habitude d'empiler dans des sacs de plastique des feuilles mortes qui enrichiraient leur sol si on les laissait se décomposer.



Ce qu'il faudrait dire et avec force, c'est que les mots écologie et économie ont des étymologies voisines: oikos-logos et oikos-nomos, qu'on pourrait traduire littéralement par loi de l'habitat et science de l'habitat. A la réflexion il devient absolument évident qu'il s'agit là d'une et même science et qu'une partie de nos problèmes découle du fait qu'on en est venu à trouver normal de les distinguer.

Je discutais récemment de ces questions avec deux jeunes québécois qui font depuis quatre ans un travail admirable au Rwanda. Lui, Gilbert Boulet en tant qu'ingénieur forestier, elle, Suzanne Dionne, en tant que nutritionniste. Dans un tel pays, personne ne songerait même à mettre en question la nécessité de soumettre l'économie à l'écologie: pour pouvoir faire cuire des aliments là-bas il faut du bois et pour avoir du bois il faut des arbres... Aucun luxe ne permettrait d'oublier ces évidences, elles sautent aux yeux de tous.

Dans les pays riches, il faut faire un effort de réflexion et d'imagination pour arriver à la même conclusion. Cette conclusion finit toutefois par s'imposer avec la même force. Aux États-Unis, on surexploite les plaines de l'Ouest pour aboutir à une surproduction de maïs et à de prétendues mesures écologiques consistant à fabriquer des sacs à déchets à partir de maïs; mais tôt ou tard on devra payer le

prix de la surexploitation des sols et du gaspillage de pétrole qu'elle occasionne.

De nombreux journalistes ont demandé aux trois chefs de partis s'ils seraient prêts à faire disparaître des emplois pour protéger l'environnement. Messieurs Turner et Broadbent ont semblé ne pas exclure cette hypothèse, qui équivaut à reconnaître l'assimilation de l'économie à l'écologie. La question est toutefois mal posée: il faudrait demander aux chefs de parti s'ils ont une conception du développement telle que des groupes donnés d'ouvriers et de patrons n'auraient pas à payer seuls le prix du remède à des maux dont tous sont responsables.

L'idée de société de conservation est dans le paysage intellectuel depuis une vingtaine d'années. Au Canada, elle a été développée notamment par l'économiste Kimon Valaskakis, que toute la classe politique a entendu en conférence ou à la télévision au moins une fois. Comment se fait-il qu'aucun grand parti politique n'ait osé en faire la base de sa philosophie?

Qu'est-ce que les conservateurs entendent par conservation? La nature, ou la liberté pour chacun de la souiller à son gré si le maintien des emplois et l'accroissement des profits l'exigent. Que devient dans le même contexte la société juste des libéraux et la société égalitaire du NPD? Ne faut-il pas maintenant inclure nos descendants dans notre répartition des biens? Pour l'instant nous sommes plus enclins à reporter sur eux nos déficits accumulés.

Les problèmes auxquels nous faisons face sont pourtant connus depuis longtemps et ils étaient prévisibles: au début du dix-neuvième siècle, Chateaubriand terminait ainsi un texte où il prédisait les effets combinés du progrès technique et de la démocratie: «Comment trouver place sur une terre agrandie par la puissance d'ubiquité, et rétrécie par les petites proportions d'un globe souillé partout? Il ne nous restera qu'à demander à la science le moyen de changer de planète.»



Lysiane Gagnon

La médaille d'argent

ST-JOHN'S, T.N.

L'aviation de la campagne néo-démocrate s'est posée de justesse. La jolie capitale de Terre-Neuve est invisible, tant le brouillard est dense. On ne voit pas à 50 mètres devant soi.

Ce que voit Ed Broadbent, dans la salle surchauffée d'un modeste Holiday Inn, c'est l'accueil enthousiaste d'une belle salle vivante — 600 partisans convaincus, toute la gamme d'âges, des enfants qui cabotent autour de la scène, remuants symboles de l'absence de garderies publiques, un discours bien charpenté contre la fiscalité des riches et le libre-échange — oui, une belle salle vivante et convaincue, comme il en a vu la veille à London et la semaine dernière à Winnipeg, mais qu'y a-t-il au-delà? Qu'y a-t-il ailleurs à St-John's, ailleurs à Terre-Neuve, ailleurs au pays? Qu'y a-t-il d'ici au 21 novembre?

Ce que voit Ed Broadbent, au-delà de cette salle allée? Rien. Passé le portique éclairé du Holiday Inn, tout se perd dans l'épais brouillard qui recouvre la côte terre-neuvienne. Tout, y compris l'avenir de son parti et le sien propre, se perd dans le brouillard qui, depuis le premier soir des débats, est tombé sur la campagne électorale.

\*\*\*

Les sondages le confirment: c'est à Broadbent que les débats télévisés auront le plus nuit. Le débat aura privé le fragile embryon du parti au Québec de la rampe de lancement qui lui était nécessaire. Et l'effet global aura été de faire reculer le NPD au profit des libéraux.

Juste là, le NPD pouvait espérer supplanter le PLC en deuxième place. C'est moins sûr aujourd'hui.

«Si, cette fois, nous ne réussissons pas à former l'Opposition officielle, admet l'un des principaux lieutenants de Broadbent, ce sera un coup terrible.»

Jamais en effet la conjoncture n'avait-elle été plus favorable au NPD: un chef dont la cote de popularité et l'indice de crédibilité avaient été aussi élevés que soutenus pendant quatre ans; un gouvernement impopulaire pendant les trois-quarts de son mandat; l'opposition officielle déchirée, dotée d'un chef faible et contesté; pour la première fois dans l'histoire, une chance réelle d'effectuer une percée au Québec; une élection avec un enjeu (le libre-échange) tombant exactement dans les cordes d'un parti depuis toujours favorable au nationalisme économique...

Une pareille combinaison de facteurs positifs ne se reproduira pas de sitôt. Si jamais le NPD ne réussissait pas, cette fois, à décoller de son rang fatidique de tiers-parti, sans doute Broadbent mettrait-il fin à sa carrière politique, propulsant son parti dans une course au leadership probablement doublée d'une douloureuse révision idéologique.

\*\*\*

Ironiquement cependant, Turner a fourni un motif d'espoir à son rival immédiat. Avec l'énergie du désespoir de celui qui n'a plus rien à perdre, et avec une charge émotionnelle assez forte pour toucher les téléspectateurs que laissait froids les discours plus cohérent, mais plus cérébral, du leader néo-démocrate, Turner a projeté l'enjeu du libre-échange dans l'opinion publique, permettant ainsi au NPD de faire lui aussi du «millage» sur ce thème.

Outre ses châteaux-forts habituels, le NPD a l'oeil sur des comtés agricoles traditionnellement conservateurs, mais qui craignent comme la peste la concurrence des producteurs américains. Dans la vallée de l'Okanagan, en Colombie-Britannique, le NPD arrachait au printemps dernier, au terme d'une élection partielle provinciale où le libre-échange était dans l'air, un comté qui n'avait jamais voté autrement que créditiste au provincial et conservateur au fédéral.

Les sondages montrent que les adversaires du libre-échange sont plus déterminés que ses partisans parce qu'ils savent exactement quoi craindre, alors que les avantages du traité sont plus diffus. Toute la question est de savoir lequel des deux partis d'opposition en bénéficiera. Chose certaine, dans l'Ouest, où le PLC n'existe pratiquement plus, c'est le NPD qui est en position de force... Mais en Ontario? La rivalité Turner-Broadbent se transpose cet après-midi à Montréal, alors que tous deux se disputent les faveurs de l'UPA, lors d'un colloque sur le libre-échange où chacun tentera de passer pour le vrai champion de l'opposition au traité.

Même si le NPD ne peut jouer autant que les libéraux de l'effet d'entraînement de la politique provinciale (les libéraux sont à la tête de quatre provinces et ont en plus le vent dans les voiles au Manitoba, mais il n'y a plus aucun gouvernement néo-démocrate), il reste que la conjoncture le sert dans plusieurs provinces: en Colombie-Britannique, où l'impopularité du premier ministre Vander Zalm l'a propulsé au premier rang, en Saskatchewan où les vieilles racines CCF sont toujours à fleur de sol, au Manitoba où il espère que l'ancien premier ministre Pawley, maintenant candidat au fédéral, lui obtienne un cinquième comté, en Ontario où chaque jour, d'autres laissés-pour-compte de la prospérité galopante viennent grossir ses rangs... Même dans l'Alberta bleue, le NPD croit pouvoir faire des gains à Edmonton.

Mais à l'est de l'Ontario, c'est le désert. Ou le brouillard. Le Québec, cette grande terre indifférente où le parti a englouti, cette année, le quart de ses ressources, reste la grande inconnue. Les Maritimes se dérobent, sauf peut-être Halifax, et, à Terre-Neuve, St-John's-Est. Le comté, gagné aux partielles de juillet 87, restera peut-être aux mains de Jack Harris parce que son adversaire principal, le conservateur Ross Reid, a été désigné comme homosexuel — allégation dévastatrice dans un comté qui n'est pas exactement sur la longueur d'ondes du Village gai de Laurier-St-Marie.

\*\*\*

Cette semaine a marqué un point tournant pour Ed Broadbent, le seul, des trois chefs, à avoir échappé, jusqu'ici, à la critique. Il a connu, lundi et mardi, son premier échec public.

Jusqu'ici, les débats télévisés l'avaient toujours servi mieux que les autres: sur un pied d'égalité avec les chefs des deux grands partis, il y gagnait de la visibilité sans pour autant être obligé de rendre des comptes, puisqu'il n'avait jamais été au pouvoir.

Mais pour la première fois, le vétéran a perdu pied: affaibli dès le départ par le débat français, Broadbent retrouvait le lendemain un Mulroney qui encaissait bien les coups, et un Turner qui perçait l'écran, et lui-même était plus tendu que d'habitude... car pour la première fois, il avait quelque chose à perdre: la médaille d'argent que les sondages lui laissaient entrevoir.

Le débat des femmes n'a pas eu lieu

FRANCINE PELLETIER  
collaboration spéciale

D'un débat à l'autre, MM. Mulroney, Turner et Broadbent ont tous trois changé de cravate. Les complets étaient les mêmes, mais les cravates avaient changé. L'avez-vous remarqué? Et derrière leur nouvelle cravate, les trois leaders politiques ont tous paru, mardi soir dernier, plus à

l'aise, plus volubiles, plus agressifs surtout. En un mot: plus virils. Du moins, c'est le terme que le premier ministre a lui-même employé pour qualifier ce deuxième débat.

D'un débat à l'autre, par contre, la même vacuité, la même mollesse lorsque vint le temps de parler des femmes. À aucun moment, durant les deux heures réservées à débattre de ces questions, a-t-on vu nos hommes pointer énergiquement du doigt, brandir des documents pour appuyer leurs propos, s'enflammer, s'emporter et encore moins, se «choquer noir». Pas de ferveur dans la voix ou d'étincelles dans les yeux. Rien que des déclarations solennelles de la part de Brian Mulroney (dont la voix ralentit et s'aggrave lorsqu'il n'a singulièrement rien à dire), beaucoup de vantardise de la part de John Turner (frémissant de plaisir à l'idée d'étrangler son nouveau vocabulaire féministe) et peu d'enthousiasme du côté d'Ed Broadbent (qui paraît sur le pilote automatique lorsqu'il est question des femmes).

Six longues heures de télévision qui auront sans doute rehaussé la qualité du débat sur le libre-échange et peut-être aussi, amené certains éclaircissements par-ci par-là. Mais les femmes, elles, n'auront rien gagné. Au contraire, elles semblent avoir perdu du terrain depuis les dernières élections.

L'ampleur du désastre se mesure surtout face à l'avortement. Trois fois a-t-on demandé au premier ministre (deux fois en français, une fois en anglais), s'il n'y avait pas une contradiction entre le fait d'accorder la «liberté de conscience» aux membres du Parlement et de refuser ce même droit aux femmes faisant face à une grossesse indésirée. Trois fois, Brian Mulroney (prenant sa voix la plus grave) a



répondu qu'il s'agissait là d'une question «morale», la plus «déchirante qui soit». Le PM a finalement admis qu'il ne croyait pas que l'avortement devait faire l'objet d'une politique officielle.

Bref, Mulroney n'a pas répondu à la question. Pire, il a carrément insulté les femmes. Avant même de commettre une gaffe monumentale en lançant — «et pourquoi devrais-je consulter les groupes de femmes?» — ces non-réponses en disaient long sur la place que le leader conservateur fait aux femmes.

À tant vouloir minimiser, voire «dépolitiser» la question de l'avortement, ce sont les femmes elles-mêmes que Mulroney minimise. Car on ne peut sérieusement parler de l'égalité entre hommes et femmes sans que soit admis, une fois pour toutes, le droit des femmes de décider de leurs maternités. À tant vouloir en faire un «problème de société», plutôt qu'un problème qui concerne d'abord et surtout les femmes, Mulroney usurpe le pouvoir de décision des femmes et le remet dans les mains des hommes, qui composent la Chambre des communes à plus de 85 p. cent.

En ce qui concerne l'aspect moral de l'avortement, il s'agit d'un faux argument. Toutes les grandes questions sociales ont un aspect moral. La destruction de l'environnement, par exemple, ce qui ne nous empêche pas de nous prononcer là-dessus. Alors pourquoi pas l'avortement?

Si Mulroney pousse l'irresponsabilité au point de refuser d'élabo-

rer une politique officielle sur l'avortement, ce n'est pas que le sujet soit trop «personnel». C'est qu'il n'y a qu'un peu plus de reconnaissance et de justice pour les femmes. Bref, rien qui puisse faire vibrer le chef conservateur.

D'ailleurs, Brian Mulroney n'a pas répondu, non plus, lorsqu'interrogé sur les femmes battues, l'aide insuffisante accordée aux services de garde, les programmes inexistantes pour les travailleuses qui se verront pénalisés par le libre-échange. Aux engagements clairs, M. Mulroney préfère la magnanimité. Combien de fois l'a-t-on vu, lors des débats, relever le menton, l'air quelque peu peiné, puis répondre: «Nous ne sommes pas parfaits, c'est vrai. Mais nous y travaillons (à X, Y ou Z)...».

En fait, Mulroney n'a compris qu'une chose par rapport aux femmes, comme d'ailleurs pour l'ensemble du pays: il faut créer de l'emploi. «Qu'est-ce qu'une femme peut désirer de mieux qu'une job?», disait-il, souriant, mardi soir dernier. (Beaucoup, M. Mulroney, en commençant par la gestion de son propre corps).

Et que dire du grand «gagnant», John Turner, ainsi que du «perdant», Ed Broadbent, lors de ces soirées mémorables? Turner n'a guère fait mieux que Mulroney avec qui il partage la même attitude rétrograde face à l'avortement. Comme le conservateur, le libéral fait davantage confiance aux autorités qu'aux femmes en matière d'avortement. D'ailleurs l'ancienne loi (dont Turner est l'auteur et dont il est si fier), n'autorisait

l'avortement que si un comité de trois médecins, et non la femme elle-même, le voulait bien. Et puis, vous feriez confiance, vous, à un homme qui a déjà mis la main aux fesses de la présidente du parti, Iona Campagnolo?

Ed Broadbent est le seul à se tirer honorablement du débat consacré aux femmes. Le NPD est non seulement le seul parti à avoir une politique sur l'avortement, il est le seul à se ranger du côté des revendications des groupes de femmes elles-mêmes. C'est, bien sûr, ce qu'il fallait faire. Mais où était la fougue, la conviction que M. Broadbent met à dénoncer le patronage et le libre-échange?!...

\*\*\*

Conclusion: les questions des femmes ne sont pas un véritable enjeu de ces élections. Elles l'étaient pourtant en 1984, alors que les groupes féministes avaient réussi à obtenir un «face à face» avec les trois chefs de parti. Lors de ce débat, nos trois hommes n'ont pu, comme ils l'ont fait cette semaine, pavoiser ou s'esquiver à qui mieux mieux. Pour la première fois dans l'histoire, des hommes politiques avaient des comptes à rendre directement aux femmes, et c'était beau à voir.

Certains diront (et ce sont, curieusement, surtout des femmes qui le disent) qu'il n'aurait pas fallu réserver une heure aux femmes lors des débats 88. Que la formule était trop artificielle, d'une part; qu'elle ne servait qu'à «ghettoiser» les femmes, d'autre part. Bien sûr, ça sentait l'artifice mais tout le débat artificiel. J'aimerais bien savoir, d'ailleurs, qui a eu l'idée invraisemblable de planter trois hommes en complet bleu-gris devant de sombres lutrins pour faire face à des questions auxquelles ils n'étaient pas tenus de répondre... et ceci pendant trois heures! La formule vous garantissait le mal de tête au bout d'une heure et demie. En ce qui concerne la ghettoisation, c'est précisément l'absence d'une heure qui aurait marginalisé les femmes davantage. Depuis quand gagne-t-on quelque chose à se rendre moins visibles, plutôt que le contraire? Et à juger de la difficulté que les journalistes ont eue à rester branchés sur le sujet, il est fort à parier que sans ces deux heures, les femmes auraient été encore plus ignorées qu'elles ne l'ont finalement été.

Pour les femmes, les quatre prochaines années s'annoncent très peu roses.

## LE LIBRE-ÉCHANGE

# C'est fou de dire que les programmes sociaux sont menacés



LOUIS FALARDEAU

**P**ierre Fortin, 44 ans, est professeur d'économie à l'UQAM après avoir été pendant plusieurs années à l'Université Laval. Entre 1982 et 1985, il a également été conseiller économique au cabinet du premier ministre René Lévesque. L'entrevue a été réalisée lundi dernier, donc juste avant les deux débats télévisés.

■ **Quel bilan économique faites-vous du gouvernement Mulroney?**

■ Il est arrivé au moment où l'économie commençait à sortir de la récession de 81-83. Le chômage est passé de 12,75 p. cent au creux de la récession, en 82, à entre 7,5 et 8 p. cent aujourd'hui.

■ On ne peut pas dire que le gouvernement a eu une contribution absolument majeure à la reprise économique, mais on ne peut pas dire non plus qu'il l'a empêchée. En général, les politiques du gouvernement ont laissé la reprise se poursuivre tel qu'il devait le faire et, en ce sens-là, c'est un bon point pour lui, il n'y a pas de doute là-dessus.

■ Ce qui est plus préoccupant, c'est que le taux de chômage, à 8 p. cent, reste au-dessus du niveau d'avant la récession, c'est-à-dire 7 p. cent à l'été 81. Et on a l'impression que 8 p. cent c'est une espèce de barrière en-dessous de laquelle le gouvernement et la banque centrale ont peur que l'inflation redemarre.

■ **Voulez-vous dire que le gouvernement est satisfait d'un chômage à 8 p. cent?**

■ Ils vont dire officiellement qu'ils veulent que le taux de chômage continue à baisser. Mais si on juge aux actes — et ce n'est pas seulement le gouvernement comme tel qui prend ces décisions-là, mais la Banque du Canada d'abord et avant tout — on voit qu'ils sont d'avis qu'à 8 p. cent on entre dans la «zone dangereuse» où le taux d'inflation risquerait de repartir.

■ On juge l'arbre à ses fruits: depuis un an et demi ils ont commencé à freiner la croissance. D'abord en laissant s'apprécier le dollar canadien, ce qui rend plus difficile l'exportation en rendant nos biens plus chers. Ensuite, en laissant monter le taux d'intérêt chez nous bien au-dessus du niveau qu'ils ont atteint aux États-Unis.

■ **L'entente de libre-échange fait-elle partie selon vous du bilan positif du gouvernement?**

■ Le libre-échange, je pense qu'il faut le regarder comme suit: il y a 25 ans, en 1963, les douaniers canadiens percevaient à peu près l'équivalent de 10 p. cent de la valeur de toutes les marchandises importées qui entraient au Canada. En 88, ce taux est passé de 10 à 3,5 p. cent, une baisse de 6,5 pour l'ensemble des pays.

■ Le libre-échange va faire baisser de 3,5 à 2,5 p. cent ce taux de tarif sur l'ensemble des biens qu'on importe, et ça, échelonné sur 10 ans. Quand on regarde ces simples chiffres-là, ça ne prend pas un docteur pour comprendre que l'entente de libre-échange, premièrement, c'est en continuité avec le passé et, deuxièmement, que l'effort qu'on demande de faire est moins grand que celui qui a été demandé à nos entreprises depuis 25 ans. Autre chose qui est aussi importante: il est en train de se réaliser une troisième ronde de négociations multilatérales avec l'ensemble des pays membres du GATT. De sorte qu'une grande proportion des baisses tarifaires sur lesquelles on vient de s'entendre avec les États-Unis, on va avoir à les appliquer de toutes façons en vertu des résultats de cette négociation multilatérale. Donc, dans la

baisse du point de pourcentage supplémentaire, il y en a une fraction que de toutes façons on va devoir faire, qu'il y ait ou non entente avec les États-Unis.

■ Bien sûr, il y a des entreprises dont le mur tarifaire à l'heure actuelle est de 15 p. cent et elles vont devoir baisser à zéro dans l'espace de 10 ans. On leur demande évidemment un effort beaucoup plus important qu'aux entreprises qui sont juste à 3 p. cent et pour qui il s'agit de passer de 3 à 0. C'est évident que les premières vont crier plus fort que les autres. D'un autre côté, il y a toujours une clause de sauvegarde qui permet à un des deux gouvernements, devant une catastrophe économique, de soustraire une de ses industries à l'application du traité pendant un certain temps sur simple avis à la commission bipartite.

■ **Il n'y a donc pas de raison de craindre le libre-échange?**

■ Je ne pense pas. C'est une tempête dans un verre d'eau. Tout autant que Mulroney a de la misère à démontrer que c'est très bon parce qu'il n'y a rien là, les gens qui s'y opposent s'opposent à quelque chose qui n'est pas du tout tragique.

■ La raison pour laquelle il y a beaucoup de gens qui sont assez hystériques là-dessus au Canada anglais, c'est, j'ai l'impression, une peur de perte d'identité nationale. Ils en ont beaucoup plus contre la mentalité de gens qui veulent qu'on uniformise les lois et règlements canadiens aux lois et règlements américains, avec tout ce que ça impliquerait comme perte de souveraineté et perte d'identité culturelle ou économique. Ils ont beaucoup plus peur de cette mentalité que de l'accord de libre-échange lui-même.

■ **Plusieurs craignent que pour être concurrentiels avec les États-Unis il faille calquer nos programmes sociaux sur les leurs...**

■ Ça, c'est complètement fou comme argument. Il n'y a pas d'argument plus stupide que ça, plus complètement illogique. Quel est le pays au monde qui est à la fois le plus avancé sur le plan social et le plus avancé sur le plan du libre-échange? La réponse c'est la Suède. Ce pays-là est le plus libre-échangiste de tous les pays industrialisés. C'est aussi celui qui est le plus avancé dans ses lois sociales. Les deux ne sont pas contradictoires, les deux fonctionnent ensemble.

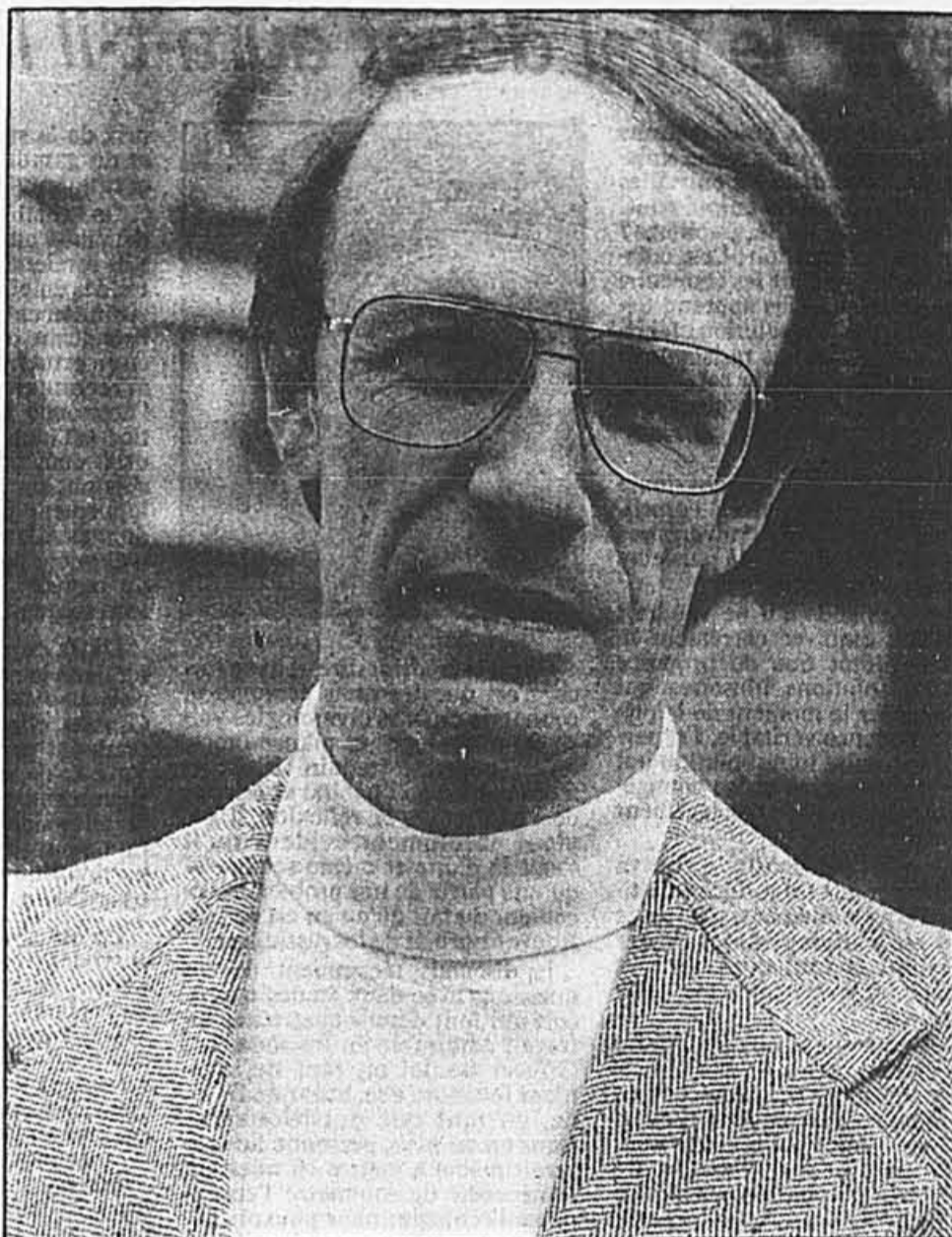
■ Pourquoi sont-ils capables de le faire? Premièrement, ils en veulent des lois sociales, ils ont la volonté de le faire. Deuxièmement, lorsque l'introduction de programmes sociaux à une plus grande échelle augmente les coûts des entreprises et risque de les rendre non compétitives, ils ajustent la valeur de la Couronne, ils déprécient leur monnaie et ça rétablit immédiatement la position concurrentielle de leurs entreprises.

■ **Ils ne font pas le libre-échange avec un pays 10 fois plus riche et dix fois plus peuplé...**

■ Ça revient au même. La Communauté européenne avec laquelle ils font la plupart de leurs échanges est plus que 10 fois plus riche et 10 fois plus peuplée qu'eux autres. Ils sont 9 millions et la communauté fait 250 millions d'habitants. Ils font tout aussi face que nous à des géants comme l'Angleterre, l'Allemagne, la France ou l'Italie, qui sont chacun au moins cinq fois plus gros qu'eux.

■ **Cette mentalité dont vous avez dit que le Canada anglais avait peur, n'est-elle pas à craindre?**

■ Au Canada, il existe des sociaux-démocrates et des conservateurs. C'est bien évident que les gens qui sont plutôt socio-démocrates vont être en général d'avis que c'est une mentalité qui est à combattre. Les gens qui sont plutôt conservateurs vont dire non, au contraire, c'est une mentalité qu'il faut favoriser. Je pense que c'est un problème interne aux



M. Pierre Fortin

PHOTO JEAN GOUPIÉ, La Presse

Canadiens et que la question du libre-échange n'a absolument rien à voir avec cette question-là.

■ Si on veut se donner des programmes sociaux plus avancés, on a le loisir de le faire et la façon technique d'ajuster la position concurrentielle de nos entreprises, c'est d'ajuster le taux de change, c'est tout. La conséquence, c'est que notre pouvoir d'achat de biens étrangers diminue, c'est évident. Mais ça fait partie du processus par lequel on se taxe soi-même collectivement pour pouvoir fournir des programmes sociaux que les gens désirent.

■ D'autre part, c'est évident pour n'importe quel observateur canadien ou étranger que le Canada est beaucoup plus avancé que les États-Unis en termes de programmes sociaux, que ce soit l'assurance-chômage, ou la période pendant laquelle on peut retirer des prestations est deux fois plus longue que dans la moyenne des États américains, que ce soit l'aide sociale, qui est chez nous tout à fait universelle, ou encore l'assurance-maladie, qui couvre 70 p. cent des coûts de santé — 80 p. cent au Québec. Et ça, on l'a fait pendant la période de 25 ans où notre mur tarifaire est passé de 10 à 3,5 p. cent. Ce qu'on a réalisé jusqu'ici, on l'a réalisé justement en s'en allant de plus en plus vers le libre-échange. Ce n'est pas juste la Suède qui est un exemple, c'est notre propre comportement.

■ Ce n'est pas le point de pourcentage supplémentaire qui va déboussoler toute l'affaire. Au fond, dans l'opposition au libre-échange, il y a beaucoup d'ignorance. D'abord du fait qu'on a déjà tellement baissé le mur tarifaire qu'il nous en reste presque plus à baisser et, deuxièmement, du fait qu'on peut avoir des programmes sociaux tout en étant très libre-échangistes.

■ **Pourquoi alors l'opposition? Il y a des entreprises et des employés qui vont en souffrir...**

■ Oui. Si on regarde dans l'entente elle-même, c'est évident que les industries du tarif douanier est diminué seule-

ment sur une période de dix ans sous les plus vulnérables. Les syndicats et les entreprises qui sont dans ces secteurs vont être plus vociférants. C'est tout à fait naturel.

■ **Le libre-échange comporte aussi des avantages...**

■ L'en fait deux. D'abord, c'est une protection contre le protectionnisme, dans un sens. On ne pourra empêcher un Congrès américain complètement déterminé à faire d'imposer tôt ou tard un tarif supplémentaire ou un quota à l'entrée, ou des choses comme ça. Sauf qu'on a ajouté un certain nombre d'obstacles qu'ils doivent franchir avant de le faire. D'abord, ils doivent nous aviser, alors que la plupart du temps ils ne le faisaient même pas. Ensuite, lorsqu'ils veulent faire quelque chose comme ça, ils doivent aller devant la commission bipartite. Enfin, dans la plupart des cas, par la suite il va y avoir un tribunal qui n'est pas décisionnel, mais une espèce de commission consultative qui va porter un jugement. Pendant tout ce temps-là, on va devoir attendre. Avant, c'était juste les tribunaux américains qui jugeaient de ça. S'ils veulent vraiment nous l'imposer, ils vont encore pouvoir le faire. Mais ça va être plus difficile.

■ En fait, c'est comme si on avait un moustiquaire. Les trous sont plus petits qu'ils étaient. Il va y en avoir encore qui vont passer, mais il va aussi y avoir un certain nombre de choses qui autrefois seraient passées et qui ne passeront plus. Ça améliore le resserrement des mailles du filet, c'est tout.

■ **Vous parliez d'un deuxième avantage...**

■ L'autre affaire importante, c'est que toute la discussion autour de l'entente de libre-échange a été un immense happening. Je ne devrais pas dire ça parce que je suis un économiste, mais je suis convaincu que sur le plan de l'éducation des jeunes, de l'éducation de nos entreprises, de nos gens d'affaires et de nos syndicats, ça été une excellente chose qu'on parle du

■ marché international de vente pour nos produits pendant une période de trois ou quatre ans de façon intensive. Le fait qu'on se préoccupe de cette question-là crée un réveil de nos entreprises, de nos syndicats et de nos jeunes à ces questions économiques internationales, et aussi autres qu'économique. Il y a un beaucoup plus grand nombre de gens d'affaires maintenant au Québec et au Canada qui n'auraient pas pensé autrement au marché international et qui vont se mettre à y penser. C'est très sain pour notre développement économique. Les colloques, les congrès, les conférences et les articles de journaux, les livres qui ont été écrits, je trouve que ça été très bon pour l'ouverture de notre société au milieu économique et politique international.

■ **Ce que vous dites implique qu'il y a eu un vrai débat...**

■ Ça ne veut pas dire qu'il y a eu un vrai débat. Mais le message que l'économie devient de plus en plus mondiale, qu'on ne peut plus être un ghetto économique, que les forces de la concurrence nous affectent immédiatement, est passé. Qu'il y ait ou non libre-échange, c'est une vérité qui va rester.

■ M. Lévesque n'a pas été convaincu que le libre-échange était une bonne chose par des dossiers de fonctionnaires démontrant qu'il apporterait une augmentation permanente de 2,45 p. cent du PIB québécois. Il a pris ces documents-là, puis il les a tassés à côté, il les a fait tomber par terre. La seule chose qu'il avait dans la tête, c'est que si on avait forcé Sylvie Bernier à plonger seulement dans les piscines de Sainte-Foy, elle n'aurait jamais gagné de médaille olympique.

■ C'est ce qui l'a convaincu à un moment donné de dire OK, je suis d'accord avec Lougheed et contre Peterson, que c'est ça l'avenir. Bien sûr il faut le faire prudemment. On ne garroche pas un bébé de 10 mois dans une piscine d'eau froide en disant débrouilles-toi. Tu le mets progressivement à l'eau, tu l'aides à s'adapter, à faire face à la concurrence. Sylvie, tu commences par l'envoyer à Montréal, puis à Toronto, puis aux États-Unis, puis après ça ailleurs. Il y a une question de prudence, une question d'humanité aussi.

■ Il faut se rendre compte qu'il y a des ajustements qui se font dans les entreprises. Il va falloir les faire de la façon la plus humaine possible.

■ **Les mesures transitoires sont importantes...**

■ Très importantes. Les gens qui sont sacrifiés par le progrès technologique ou par la concurrence internationale, ce sont des gens qui rendent un service à toute la société. Prenons un exemple: mettons que je fabrique des crayons Bic à \$1, et tout à coup je trouve une technologie qui me permet de baisser à 50 cents, mais avec 20 p. cent moins de main d'oeuvre. Les employés que je vais mettre à pied rendent service à tous les consommateurs alentour qui vont pouvoir acheter le crayon Bic à 50 cents plutôt qu'à \$1. Ce sont des gens qui se sacrifient, qu'ils le veuillent ou non, pour le bien-être collectif. C'est une juste rétribution que la collectivité investisse le plus généreusement possible pour permettre à ces gens-là au moins d'effectuer la transition de façon humaine, de façon efficace aussi, de façon à avoir le plus rapidement possible des emplois. C'est pas un cadeau qu'on fait à ces gens-là, c'est eux qui font le cadeau au reste de la collectivité d'être capable maintenant d'acheter le bien en question moins cher qu'avant, et donc de s'enrichir, parce que le 50 cents qui est économisé, ils peuvent le dépenser ailleurs et augmenter leur niveau de vie en achetant autre chose.

NDLR — Jusqu'à la fin de la campagne électorale, La Presse présente, comme c'est ici le cas pour Pierre Fortin, des entrevues d'observateurs qui ne sont pas identifiées à des partis et qui acceptent de commenter les grands thèmes de la campagne.

## GRÈVE ETUDIANTE

# Des revendications irréalistes, mais un problème réel



ANDRÉ PRATTE

■ **C**omme ceux de 25 autres cégeps, les 3 400 étudiants du collège de Saint-Laurent sont en grève depuis mercredi dans le but de forcer le ministre de l'Éducation Claude Ryan à bonifier le régime de prêts et bourses.

■ Mercredi matin cependant, seulement une vingtaine d'entre eux faisaient du piquetage devant les portes de l'institution. Jean-Michel Forest, 19 ans, étudiant en sciences humaines, était parmi eux. Pour lui, la grève, c'est beaucoup plus que l'occasion de prendre congé ou de terminer des travaux.

■ Jean-Michel a quitté le domicile familial. Ses parents lui donnent \$160 par mois pour sa Carte Autobus-Metro et pour son loyer. «Pour payer mes livres et ma nourriture, je dois travailler 15

heures par semaine», explique-t-il. «Malgré tout, je dois me contenter de Kraft Dinner. Je ne peux jamais me payer un bon steak.»

■ Jean-Michel n'a pas droit à un prêt ou à une bourse du gouvernement parce que Québec considère qu'il est financièrement dépendant de ses parents, même s'il n'habite plus avec eux, et que ceux-ci ont des revenus suffisamment élevés pour lui permettre de poursuivre ses études. Le gouvernement ne se préoccupe pas de savoir si vraiment, les Forest donnent à leur enfant un montant suffisant.

## Aucune aide

■ L'Association nationale des étudiants du Québec (ANÉQ), instigatrice de la grève, relève des statistiques officielles qui montrent que 60 p. cent des étudiants que Québec classe comme dépendants de leurs parents ne reçoivent en fait de ces derniers aucune aide financière.

■ Le régime d'aide actuel ne reconnaît comme indépendants que les étudiants qui ont obtenu

un baccalauréat, qui sont mariés, qui ont des enfants à charge, ou qui ont été sur le marché du travail à temps plein pendant deux ans.

■ Tous les autres étudiants, qu'ils vivent avec leurs parents ou non, sont considérés comme dépendants d'eux. Le régime prend pour acquis qu'ils reçoivent une aide matérielle de leurs parents, dès que ceux-ci en ont le moindre des moyens. Un étudiant du collégial qui est enfant unique n'a droit à un prêt que si ses parents ont un revenu brut de moins de \$31 000.

■ «Cela signifie qu'il est possible pour un étudiant d'avoir 25 ans, d'avoir quitté le foyer familial depuis cinq ans, et d'être toujours considéré à la charge de ses parents», souligne l'ANÉQ dans un de ses pamphlets.

■ La principale revendication de l'ANÉQ est qu'un étudiant soit reconnu indépendant, c'est-à-dire qu'on ne tiennne plus compte des revenus de ses parents dans le calcul de l'aide financière à laquelle il a droit, dès qu'il quitte le domicile familial.

■ Cette revendication coûterait au moins \$300 millions, selon les calculs faits par le gouvernement. C'est-à-dire un montant supérieur à ce que coûte actuellement au gouvernement tout son système de prêts et bourses (\$260 millions).

■ Une revendication qui semble destinée moins à rendre les études supérieures accessibles aux étudiants de milieux défavorisés qu'à aider les jeunes à se défaire le plus rapidement possible de la tutelle de leurs parents. «L'objectif du ministère est de maintenir l'unité familiale», accuse d'ailleurs l'ANÉQ dans un document distribué aux étudiants.

■ \$300 millions pour permettre aux jeunes de quitter le nid familial, c'est beaucoup...

## Les dettes s'accroissent

■ Les associations étudiantes s'inquiètent par ailleurs des dettes qu'accroissent les jeunes qui doivent avoir recours aux prêts du gouvernement. 30 p. cent des étudiants qui sortent de l'université avec un baccalauréat doivent

rembourser à la banque une dette de \$5000 ou plus. Ils ont une dizaine d'années pour le faire. Ce qui inquiète surtout, c'est que l'endettement étudiant est en hausse, le gouvernement donnant de plus en plus sous forme de prêts plutôt que de bourses.

■ L'ANÉQ est convaincue que beaucoup de jeunes n'entreprendent pas ou abandonnent leurs études post-secondaires par crainte de s'endetter. Elle réclame donc l'abolition des prêts; le gouvernement ne verserait plus son aide que sous forme de bourses.

■ Si on combine cette revendication à la première, on arrive au résultat suivant: l'État ferait vivre pendant leurs études tous les jeunes qui décideraient de quitter le foyer familial. Coût: au moins un milliard de dollars par année.

■ Mais si, prises à la lettre, les revendications des dirigeants de l'ANÉQ sont excessives, pour ne pas dire fantaisistes, leurs doléances sont parfois fondées.

■ Il est évident que le régime des prêts et bourses ne permet pas aux étudiants de vivre richement.

■ Tout au plus leur assure-t-il le même revenu que les bénéficiaires de l'aide sociale. C'est peu, et c'est sans doute ce qui explique qu'un grand nombre d'entre eux travaillent durant l'année académique. Pour certains, le fardeau études-travail-problèmes financiers est trop lourd à porter.

■ Une enquête du Bureau de la statistique du Québec révèle à ce sujet que 20 p. cent des étudiants qui abandonnent leurs études collégiales ou universitaires le font pour des raisons financières. Au collégial seulement, cela représente peut-être 5000 des 50000 nouveaux étudiants qui s'inscrivent à chaque année.

■ C'est un problème grave que le ministre de l'Éducation Claude Ryan doit régler, en évitant les arguments du genre: «Quand j'étais jeune, moi aussi j'ai eu des difficultés et je m'en suis sorti.»

■ M. Ryan et ses fonctionnaires travaillent depuis assez longtemps sur leur projet de réforme pour qu'on exige qu'ils accouchent de changements qui aideront de façon substantielle les étudiants les plus pauvres.

# La restauration, une entreprise risquée



JEAN-PAUL SOULIÉ

Pour quelques rares Pierre Marcotte et Benoît Marleau qui tentent avec succès l'aventure de la restauration fine, beaucoup de Jacques Boulanger ou d'Elaine Bédard — en son temps — se sont brûlé des plumes à ce métier risqué. Plus discrets, mais sans doute plus nombreux encore, des avocats, des médecins, de riches hommes d'affaires ont découvert trop tard que les chandeliers et les beaux décors n'étaient là que pour masquer les 70 heures de travail hebdomadaire de spécialistes hautement qualifiés.

Il arrive même que des restaurateurs d'expérience se cassent la figure en tentant une nouvelle aventure.

Avec \$3,4 milliards par an de recettes pour un peu plus de 12 000 établissements au Québec, l'industrie de la restauration attire beaucoup d'intéressés, spécialistes ou amateurs... Soupers dehors, chandeliers, service... Le mythe  *dolce vita*. Le résultat est spectaculaire. Chaque année, 2 000 restaurants ferment pendant que 2 000 autres ouvrent leurs portes, et au Québec toujours, on a dénombré 368 faillites dans ce secteur en 1987, soit 43 p. cent du total canadien de 859.

Une anecdote fait beaucoup rire en ce moment dans les milieux de la restauration. Lucie et Evelyne, deux ménagères de téléroman au statut matrimonial fluctuant, ont toujours aimé faire la popote pour leur famille. L'an dernier, elles se sont découvert une vocation de traiteur. Un métier à la mode, traiteur, mais pour des raisons qui ont peu à voir avec la disponibilité temporaire ou avec l'exemple des *Dames de Coeur* — 1 454 000 téléspectateurs selon BBM. De là à conclure que le traiteur foisonne dans les sous-sols de Laval, de la Rive-Sud, et même de Montréal, il n'y a qu'un pas, mais peu de statistiques probantes.

## Moins de faillites

Entre 1986 et 1987, la part prise par les traiteurs sur le gâteau global de la restauration n'a augmenté que dans une proportion comparable aux autres secteurs, et d'autre part le Québec comptait plus de faillites dans la restauration entre 1980 et 1985 qu'en 1987.

Malgré tout, un aussi bel exemple de restaurateurs improvisés ne s'abandonne pas comme ça, parce que le problème est important. «N'importe qui peut se faire restaurateur, n'importe quand, déplore Jean-Pierre Beauquier, à propos de l'exemple des *Dames de Coeur*. Vas-y petite! Et pourquoi pas!» Jean-Pierre Beauquier



Chaque année, 2 000 restaurants ouvrent leurs portes au Québec pendant que 2 000 autres les ferment. Avec \$3,4 milliards de recettes par année pour 12 000 restaurants, une industrie qui attire beaucoup de monde...

à été pendant seize ans co-propriétaire du restaurant Les Halles. Il est maintenant conseiller en gestion du Service aux entreprises de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ). But de l'organisme, qui a son pendant à Sherbrooke et bientôt à Québec: veiller à la qualité de l'éducation dans l'enseignement technique, et le faire correspondre le plus étroitement possible aux besoins de l'industrie.

«Nos comités travaillent sur la reconnaissance des diplômés. Pour le moment, il n'en ont aucune. Mais ce qui fait peur, c'est la réglementation. Personne ne veut légiférer, et risquer de faire de la restauration un secteur semblable à celui de la construction.»

Il est souvent reproché à l'industrie de ne pas bien payer les finissants des polyvalentes, qui ont deux ans d'études derrière eux, et pas d'expérience pratique. «Mais plusieurs chefs travaillent avec une brigade jeune, comme Jean-Pierre Monnet, au restaurant Les Mignardises. Il faut bâtir des traditions, dit J.P. Beauquier. Pour que les pouvoirs publics réagissent vite, il faudrait empoisonner la moitié de la province de Québec dans une même journée.»

## Les besoins ont changé

Mais comment légiférer si personne n'arrive à s'entendre sur une classification valable des établissements? Autrefois, au Québec en particulier, les grandes tables étaient celles des grands hôtels avec des brigades de cuisiniers importantes.

«Aujourd'hui, manger au restaurant est un loisir comme un autre, dit Michel Deret, traiteur, qui pratique son métier de chef au Québec depuis vingt-deux ans. Les besoins ont changé.» Traiteur

à son compte depuis dix ans, Michel Deret fait 80 p. cent de son chiffre d'affaires avec des compagnies qui se font servir au bureau. Il envisage le moment où des restaurants de service rapide et même des établissements plus traditionnels feront venir leurs garnitures de chez un traiteur, et pas nécessairement sous-vide. Il faudra plus de spécialistes.

«Les jeunes veulent tout de suite se lancer en affaires, parce que les salaires qu'on leur propose ne sont pas suffisants. On peut les blâmer eux, mais tout autant les patrons, qui veulent un chef, et en-dessous, seulement des «gens de maison», des domestiques au salaire minimum. Il n'y a pas encore de formation professionnelle réellement prévue après l'école hôtelière, et les restaurants qui se passent de père en fils sont rares. On cite comme exemples le Manoir des Érables de la famille Cyr, à Montmagny, où le restaurant Le Paris, de Montréal, où les Poucant se succèdent de père chef à fils administrateur, en conservant, dans un cas comme dans l'autre, leur statut de table recon-

## Formation insuffisante

Il existe un certain nombre d'associations professionnelles dans le secteur de la restauration, les Toques Blanches, la Société des chefs de cuisine et pâtisseries du Québec, l'Association des gens à pourboire, etc. L'Association des restaurateurs du Québec regroupe des propriétaires et gérants du domaine, leurs fournisseurs, des enseignants, etc. Beaucoup de restaurateurs n'en font pas partie.

Restaurants avec ou sans permis d'alcool, établissements vendant des repas à emporter, traiteurs, tavernes, peuvent être membres de l'Association, tout comme les détenteurs de franchi-

se, un type de restauration qui représente 25 p. cent du chiffre d'affaires de l'industrie. Mais selon l'Association, 25 p. cent seulement des franchisés se disent satisfaits.

Porte-parole de l'ARQ, François Meunier souhaite une revalorisation des emplois de l'industrie, mais parle aussi de pénurie de gens formés.

La classification des restaurants, l'Association la veut générale, mais on va commencer par ce qui touche le tourisme. Des critères de qualité — accueil, nourriture, etc. — seraient appliqués au niveau des divers concepts: «fast-food», restauration familiale... Il y aurait des catégories de restaurants comme il y a des «fourchettes», de une à quatre, dans les restaurants d'hôtel.

## Insécurité traditionnelle

L'Association dit «contribuer à maintenir 110 000 emplois au Québec, dans des métiers marqués par une «insécurité traditionnelle», mais des programmes d'assurances collectives plus nombreux contribuent à les valoriser. L'Association fournit d'ailleurs des assurances, commerciales et collectives et divers autres services, comme des escomptes sur les cartes de crédit, des taux spéciaux pour la location d'autos, etc.

Un autre pas vers une valorisation des métiers à pourboires serait de reconnaître les avantages sociaux liés à la déclaration des pourboires. Mais même si l'actuel ministre du Revenu, M. Yves Seguin, était d'accord avec le principe quand il était député, François Meunier ne voit chez lui «aucune volonté politique pour régler le problème en faisant pression sur le gouvernement d'Ottawa», responsable de l'assurance chômage.

## Trop d'établissements, trop de faillites

Classification, reconnaissance professionnelle, beaucoup de restaurateurs semblent d'accord. Mais ils refusent une réglementation poussée, comme en Suisse. Peter Muller dirige maintenant l'Auberge Saint-Gabriel, dans le Vieux Montréal.

«En Suisse, pour obtenir un permis d'alcool, il faut en prouver la nécessité, et si on peut en acheter qui existent, leur nombre est quand même limité. En plus, tout nouveau restaurateur doit subir des examens après avoir suivi des cours pendant dix à douze semaines.» Pour Peter Muller, ici, la formation professionnelle n'est pas assez poussée, et il faudrait «une certaine réglementation».

Il y a sans doute trop d'établissements au Québec, et au bout de la ligne, trop de faillites. Les chiffres parlent: le Québec a le plus bas ratio d'habitants par restaurant (457/1) alors que le chiffre pour le reste du Canada est de 481/1. En 1987, il y a eu 859 faillites de restaurants au Canada, et le Québec arrive bon premier avec 43 p. cent de ce nombre.

Pourtant, même avec une solide formation, et de solides réussites derrière soi, la faillite n'est jamais exclue. Un chef d'expérience — il veut évidemment garder l'anonymat — raconte sa triste mésaventure.

«Pendant dix ans, j'avais travaillé soixante-dix heures par semaine! Un restaurant de moins de quarante places, tout à moi. Ça marchait bien, et souvent encore mieux pour mes serveurs que pour moi! Fatigué, j'ai voulu es-

sayer d'avoir un restaurant plus gros, avec des employés plus nombreux, pensant ainsi être un peu moins pris.»

L'affaire que ce cuisinier de métier va acheter paraît bonne, bien située, et chaque fois qu'il y va pour rencontrer le vendeur, le restaurant est plein.

«La clientèle est moins fidèle de nos jours, soupire l'acheteur, un an après. Les gens vont sans doute vers tout ce qui est nouveau. Chose certaine, je n'ai jamais revu les clients de l'ancien propriétaire.»

Quand il analyse tout ce qui l'a acculé à la faillite, il classe en premier lieu sa dette trop importante, le loyer trop élevé, mais surtout les taxes municipales... etc. «Les frais ont doublé en vingt ans, les règlements qui obligent à faire telle installation. Il y a aussi des histoires stupides comme l'amende que j'ai eu à payer à la ville de Montréal, pour des auvents qu'on m'a quand même permis de garder.»

Comptabilité, taxes, la litanie est fort longue. Elle se résume à une constatation posthume: «Pour que ça marche, il faut des gestionnaires et du volume, et ne pas avoir de dette, ou le moins possible.»

Bel exemple de l'indépendance manifestée par la plupart des restaurateurs, celui-ci ne mettra jamais en cause un manque de réglementation de l'industrie. «Je ne suis pas sûr que ce serait le moyen de faire de la restauration une industrie saine, dit-il en conclusion.»

## Un exemple de réussite: Le Paris

À la fin de cette année, Maurice Poucant prendra sa retraite, et laissera la direction de son restaurant, Le Paris, de la rue Sainte-Catherine Ouest, à son fils Guy. Il mettra fin ainsi à une carrière de cinquante et un ans dans la cuisine.

Quand Maurice Poucant est arrivé au Québec, en 1936, il avait déjà une vingtaine d'années d'expérience. Un vrai chef. Avec son associé, Théo Dalmanca, aujourd'hui à la retraite, il fonde Le Paris.

«À l'époque, raconte Maurice, il y avait cinq ou six restaurants français, et les salles à manger des grands hôtels. Comme restaurants, il y avait les Le Large, Ruby Foss, Dagwood, le Père Bouilleux... Tiens, Vito, sur Côte-des-Neiges, il a commencé en même temps que moi!» Montréal a bien changé depuis 1936. «Maintenant, il y a des Grecs, des Japonais, des Italiens, des Vietnams... Mais en 56, les grands hôtels avaient des tables fastueuses! Le Ritz, le Mont-Royal, le Windsor. Aujourd'hui, les grandes brigades qui existaient alors seraient ruineuses. La grande hôtellerie a plongé!»

Un coup de chapeau en passant, «au petit Bernard Ragueneau et son entreprise géante, fabriquée en 18 ans, l'hôtel de La Montagne» et ses dépendances, et Maurice, l'œil mi-clos, raconte ce qu'il a fallu faire pour durer 32 ans et se trouver encore bien achalandé et prospère, avec d'anciens clients, mais aussi avec des nouveaux, il en faut!

«Le personnel qualifié est difficile à trouver, mais ça, c'est partout pareil, en Europe comme ici. Guy, mon fils, est un administrateur, et un très bon «public relation». Mais nous avons aussi un chef, Robert Bonnicard, 25 ans de maison!»

Tout comme Maurice et son fils Guy, Robert Bonnicard, la cinquantaine solide, est né aux Sables-

Dans les cuisines du restaurant Le Paris, Guy Poucant, le fils, et Maurice Poucant, le père fondateur tout près de la retraite entourent le chef Robert Bonnicard.

PHOTO JEAN-YVES LETOURNEAU, La Presse





## La tension monte encore en Israël

Si aucun vainqueur ne se dégage du scrutin du 1er novembre, de nouvelles élections seront plus plausibles que le maintien du gouvernement. Dans le climat actuel, Yitzhak Shamir peut envisager l'avenir avec plus d'optimisme que son rival travailliste, Shimon Peres.

Yitzhak Shamir



Shimon Peres

VICTOR CYGIELMAN  
collaboration spéciale

Quelques jours des élections israéliennes, la tension monte dans le pays. La violence aussi. Jour après jour, la police doit intervenir pour protéger le leader travailliste Shimon Peres et arrêter des perturbateurs, pour que Peres puisse se faire entendre lors des réunions électorales.

Une pancarte, brandie par un supporter du Likoud, est lancée à la tête de Peres et le manque de peu, à Ramath-Gan. Le lendemain, à Tel-Aviv, dans une banlieue populaire, sept partisans du Likoud sont appréhendés par des agents de police, pour avoir semé la pagaille et hurlé afin d'empêcher Peres de parler à une assemblée. Shlomo Lahat, maire de Tel-Aviv et membre du Likoud, s'excuse auprès du leader travailliste et condamne ce « hooliganisme inadmissible ».

Seuls les chefs du Likoud, le premier ministre Shamir en tête, se taisent. Ces excès antitravaillistes naissent dans un climat bien précis. Régulièrement, les spots télévisés du parti de Shamir flétrissent Peres de vouloir « vendre les terres de la patrie ». D'autres montrent comment l'effigie de Peres se confond, en se superposant, avec celle d'Arafat, et attisent la haine contre le leader travailliste.

À en croire les sondages, le Likoud n'est pas en position d'infériorité face aux travaillistes. Au contraire. Certains prédisent même une nette victoire du « camp national » (Likoud plus les ultras sur sa droite) sur le « camp raisonnable » plus (travaillistes et leurs alliés à gauche et au centre), le 1er novembre. Au mieux, les travaillistes pourraient espérer un match nul, affirment de nombreux experts.

### Union encore ?

En cas de match nul, Shamir et Peres

envisageraient-ils un retour au gouvernement d'union nationale? Possible, mais peu probable. L'écart entre les deux hommes s'est encore creusé, dernièrement. L'antagonisme, à la fois sur le plan politique et personnel, s'est renforcé. Si une certaine coopération était possible, au début, pour dégager l'armée du bourbier libanais et pour combattre l'inflation galopante, les problèmes qui se trouvent, aujourd'hui, au centre du débat national — négociations de paix et territoires — divisent profondément les deux leaders politiques.

Si aucun vainqueur ne se dégage du scrutin du 1er novembre, de nouvelles élections seront plus plausibles que le retour à ce qu'on appelle ici le gouvernement de « désunion nationale ». Dans le climat actuel, Shamir peut envisager l'avenir avec plus d'optimisme que son rival travailliste.

Si le « camp national » sous la direction du Likoud, obtient ne fut-ce que quelques longueurs d'avance sur le « camp dit sensé », animé par Peres, Shamir ne devrait pas avoir trop de difficultés pour former un gouvernement de coalition avec les partis religieux. D'habitude, ces partis obtiennent environ douze députés et leur tendance dominante, est nationaliste et annexionniste. Un gouvernement nationaliste-religieux, même fondé sur une petite majorité de 62 ou 63 députés sur 120, pourra s'embarquer dans une politique de colonisation puis d'annexion, sans devoir craindre que les travaillistes et la gauche israélienne floutent la décision démocratique et provoquent des troubles.

Par contre, il faudrait au « camp travailliste » une bien plus nette majorité que 62 ou 63 députés pour entamer des négociations de paix avec Jordaniens et Palestiniens. Et, surtout, pour appliquer le résultat de ces négociations (évacuation d'une partie de la Cisjordanie occu-

pée), si un gouvernement Peres ne veut pas courir le risque de troubles, de violences ou même d'une guerre civile, fomentés par les ultras du nationalisme juif.

C'est connu, en temps de grave crise nationale, la droite « patriotique » — et pas seulement en Israël — n'hésite que rarement à dresser le « pays réel » contre le « pays légal » et à invoquer les « intérêts suprêmes de la nation » (dont elle seule, bien entendu, a le monopole) contre les décisions « antipatriotiques » d'une majorité démocratiquement élue.

Conscient de ce danger, Shimon Peres a déjà annoncé et répété que toute décision concernant l'avenir des territoires occupés sera soumise, au préalable, à un référendum.

### Les Arabes

Le camp travailliste peut-il rêver d'une victoire décisive — de 66 à 68 députés — au scrutin du 1er novembre? Les petits partis du centre peuvent offrir une surprise agréable: il s'agit du « centre libéral », animé par Amnon Rubinstein et qui s'efforce d'attirer une certaine bourgeoisie libérale, déçue par le Likoud, dans lequel l'ancien Parti libéral s'est fondu et a cessé d'exister. Un autre espoir vient du nouveau parti religieux Meymad, aux tendances colombes, qui compte arracher des voix au Mafdal, parti national religieux, ancien allié du Parti travailliste et qui est passé, avec armes et bagages, dans le camp travailliste.

Cependant, ce sont, surtout, les voix arabes qui peuvent changer la carte politique israélienne. Les 2 890 000 électeurs comptent quelque 400 000 Arabes. En théorie, ils pourraient envoyer de 13 à 15 députés à la Knesseth. D'habitude, les abstentions y sont nombreuses.

Dernièrement, on sent une grande désaffection des Arabes à l'égard du Parti travailliste. À cause de la palestini-

des esprits et de l'influence montante des jeunes générations, déçues par la politique travailliste. Depuis deux semaines, l'OLP appelle les Arabes israéliens à ne pas s'abstenir et à voter pour « tous les partis de la paix ». La qualification de « tous » les partis de la paix est importante. Elle dit aux électeurs arabes, en code, de ne pas voter seulement pour les partis d'extrême gauche antisionistes. L'OLP dit: on peut et on doit aussi voter pour des partis sionistes de gauche comme « Mapam » et « Ratz », qui reconnaissent le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

Si les consignes de l'OLP sont suivies, l'ensemble du camp dirigé par les travaillistes pourrait bénéficier d'environ cinq ou six députés. Une différence peut être décisive.

### Rien n'est joué

Pour le moment, Shimon Peres est sérieusement handicapé, face à Itzhak Shamir. Les travaillistes affirment vouloir changer le statu quo. Or, tout changement comporte des risques. C'est un saut dans l'inconnu, un pari sur l'avenir. Significativement, le Likoud a collé une étiquette à Peres: l'aventurier.

L'immobilisme, la prudence prêchés par Shamir sont plus faciles à défendre, à comprendre. « Nous devons tenir ferme, ne pas céder. Nous voulons négocier directement, avec les Arabes, sans conditions préalables et sans qu'on nous impose une conférence internationale, où Israël devrait faire face à un grand nombre de pays hostiles à nos positions », dit Shamir. Quand il affirme cela, il parle le langage d'un Ben Gourion, d'une Golda Meir, de... Shimon Peres lui-même, encore en juin 85, quand il était premier ministre du gouvernement d'union nationale.

Les Israéliens sont habitués à ce langage résolu, qui s'accroche au statu quo, faute de mieux. Les explications passion-

nées, mais plutôt compliquées, de Peres en faveur d'une conférence internationale sont, sans doute, accessibles aux experts, aux journalistes, aux militants du parti, à la rigueur. Pas à l'homme de la rue israélien, qui y perd son... hébreu.

En outre, quand Shamir, Sharon ou Levy parlent des Arabes avec hargne, colère, mépris, la plupart des Israéliens s'y retrouvent. Eux aussi se méfient des Arabes. Le message du Likoud est simple. Il est impossible de rendre les territoires de Cisjordanie et Gaza, pour trois raisons: c'est la terre qui nous fut promise par le Tout-Puissant, elle nous a déjà appartenu dans l'histoire, d'où nos droits historiques, pas seulement religieux.

La sécurité d'Israël exige notre présence dans ces territoires.

La campagne électorale travailliste, par contre, est loin d'être claire, ou simpliste diront certains. Elle est même fort ambiguë. Peres entend échanger « des territoires contre la paix », car « la paix est un élément crucial de la sécurité », dit Rabin.

Israël ne rendra ni Jérusalem-Est, ni les quartiers et villages arabes autour de Jérusalem, ni Gush Etzion, ni la vallée du Jourdain, ni... Qu'est-ce qui restera aux Palestiniens des six mille km carrés de la Cisjordanie et Gaza surpeuplés.

Beaucoup d'Israéliens ne comprennent pas pourquoi ce « compromis territorial » serait mieux accepté par Arabes et Palestiniens que le « niet » du Likoud. Beaucoup pensent même que la position de Shamir est plus sincère.

Les sondages, comme les enquêtes sociologiques, montrent tous que la deuxième génération des Israéliens, les jeunes de moins de 25 ans, en premier lieu, votent pour les extrêmes, à droite comme à gauche, mais préfèrent l'extrême droite.

VICTOR CYGIELMAN est correspondant permanent du *Nouvel Observateur* en Israël.

## Québec, la seule province à choisir ses immigrants

HÉLÈNE TAINURIER  
collaboration spéciale

Messieurs Bud Cullen et Jacques Couture ne sont pas passés à l'histoire; le fruit de leur collaboration, oui. Il y a dix ans, ils signaient l'entente Cullen-Couture qui allait faire du Québec la seule province à sélectionner elle-même ses candidats à l'immigration. Ils dirigeaient alors les ministères de l'Immigration, le premier à Ottawa, le second à Québec.

L'entente visait deux objectifs: permettre au Québec d'accueillir un nombre d'immigrants adéquat; et s'assurer que ceux-ci aient toutes les chances de s'intégrer à notre société. Car qui dit Québec dit... *société distincte*.

Paul Simard, directeur de la planification et de l'évaluation au ministère de l'Immigration du Québec, explique: « L'immigration qui se destine au Québec peut être perçue — ou non — comme une menace pour la minorité que nous constituons. En gros, l'entente disait: oui, il y aura de l'immigration, mais elle ne devrait pas aller à l'encontre de la volonté de survie de notre société. »

Depuis, les gouvernements ont changé mais, poursuit M. Simard, « l'idée fondamentale est restée la même ». C'est pourquoi cette entente a d'ailleurs été insérée dans l'Accord du lac Meech.

À la suite de l'entente Cullen-Couture, le Québec a mis sur pied sa propre grille de sélection des candidats à l'immigration. Celle-ci tient compte de plusieurs facteurs, dont l'expérience professionnelle, le niveau d'instruction et les connaissances linguistiques.

L'emploi reste le facteur déterminant: si le métier d'un candidat à l'immigration n'est absolument pas en demande au Québec, celui-ci n'aura alors aucune chance. Par contre, entre deux candidats ayant des compétences égales, la connaissance du français peut faire toute la différence. Celui qui parle cette langue pourra obtenir jusqu'à 15 points, sur un total de 100. La connaissance de l'anglais procure quant à elle un maximum de deux points.

### Autonomie totale ou partielle ?

Cette grille ne s'applique pas à tous les immigrants: il serait impossible d'imposer les mêmes critères aux réfugiés ou à ceux qui viennent au Québec dans le cadre du programme de réunification des familles.

En pratique, seulement près du tiers des immigrants admis dans la province



## L'entente Cullen-Couture a dix ans

Dix ans après sa signature, l'entente Cullen-Couture semble avoir fait le bonheur de tout le monde. « Cullen-Couture a fonctionné; elle a donné les fruits qu'on en attendait », dit M. Simard.

Même son de cloche du côté des communautés culturelles. « Étant donné le caractère particulier du Québec au niveau de la langue et de la culture, cette entente, il la fallait », explique André Mitsopoulos, responsable des services sociaux à la Communauté hellénique de Montréal.

Selon M. Mitsopoulos, l'entente a permis une meilleure intégration des immigrants. « Avant, nous dit-il, nous pensions que pour venir au Québec, il fallait parler anglais. Maintenant, nous sommes informés des l'ambassade d'Athènes

qu'il faut parler français. Nous n'avons plus de mauvaises surprises: nous savons que nous arrivons dans une province francophone. »

André Mitsopoulos constate d'ailleurs que, depuis une dizaine d'années, les immigrants d'origine grecque installés au Québec sont de moins en moins nombreux à partir vers d'autres provinces canadiennes.

### ...et des ombres au tableau

Restent quand même quelques ombres au tableau. L'entente a le défaut, selon André Mitsopoulos, d'augmenter considérablement la durée des procédures, puisque les candidatures doivent tout de même être acheminées à Ottawa. « Avant, poursuit M. Mitsopoulos, on avait besoin de six à sept mois pour être

réellement choisis. Les candidats soumis à la grille de sélection représentent en effet de 30 p. cent à 40 p. cent de l'immigration totale, selon les années. « C'est uniquement dans ces cas-là que nous pouvons vraiment sélectionner, avoir une liberté de choix », confirme Paul Simard.

Le gouvernement fédéral reste responsable de certains secteurs, comme par exemple celui des réfugiés qui se présentent directement au Canada. M. Simard précise également que « nous avons dû adhérer à certains principes, comme celui de ne pas être discriminatoires. Sans l'encadrement du fédéral, nous n'aurions peut-être pas pris cette décision. »

Il poursuit: « Certains pourront demander: avez-vous une autonomie totale ou partielle? Libre à eux de juger! »

acceptés comme immigrants. Maintenant, c'est le double. Il faudrait faire quelque chose pour corriger ça! »

Michel Coulanges, président de l'Association des citoyens d'origine haïtienne, relève pour sa part des lacunes dans le programme de réunification des familles (qui permet aux immigrants de faire venir au pays certains membres de leur famille immédiate). Avocat de profession, il cite le cas d'un couple qui tente en vain depuis deux ans de faire venir le père et la mère de l'un d'eux. « On leur demande de gagner \$32 177, afin de subvenir aux besoins de leurs parents. Ils gagnent \$31 406, alors on refuse leur demande », explique M. Coulanges.

Les immigrants admis grâce au programme de réunification des familles représentent néanmoins de 30 p. cent à 40 p. cent de l'immigration totale du Québec.

### L'Accord du lac Meech

L'entente Cullen-Couture ne s'est pas faite du jour au lendemain. Dès la création du ministère de l'Immigration, en 1968, le Québec a commencé à se préoccuper de la sélection de ses immigrants. Il a ouvert un bureau à Paris, puis de nombreux autres au cours des années.

« Mais nous n'avions aucune entente avec le gouvernement fédéral, précise M. Simard. Quand le bureau de Paris a ouvert, il était toléré, c'est tout. En 1971, nous avons signé l'entente Lang-Cloutier, qui confirmait la participation légitime du Québec dans la sélection, mais uniquement à titre de *counseling*. »

Trois ans plus tard, en 1974, l'entente Bienvenue-Andras allait obliger Ottawa à consulter Québec avant de sélectionner des immigrants. Le gouvernement fédéral avait cependant toujours droit au dernier mot.

En 1978, M. Couture n'est pas allé chercher des privilèges à Ottawa: la possibilité, pour chaque province, de faire sa propre sélection était déjà prévue dans la constitution de 1867. M. Simard rappelle d'ailleurs que le Québec avait déjà plusieurs agents d'immigration en poste à Paris au siècle dernier.

Aujourd'hui, l'Accord du lac Meech, en matière d'immigration, vise — entre autres — à inscrire ces acquis dans la constitution. « L'entente a le défaut de n'être qu'une entente politico-administrative. Le fédéral pourrait aujourd'hui légitimement y mettre fin », de conclure Paul Simard.

HELENE TAINURIER est journaliste pigiste à Montréal.

## L'Europe 1992

Le XXI<sup>e</sup> siècle appartiendra-t-il aux pays du Pacifique? Les Européens ripostent énergiquement: leur plan d'action, c'est l'Europe 1992



Le Parlement européen de Strasbourg

## Une affaire de \$300 milliards

PIERRE S. PETTIGREW  
collaboration spéciale

La réalisation du plus grand bloc commercial du monde avec 324 millions d'habitants entraînera, selon le rapport Cecchini sur les coûts de la non-Europe, des gains de \$300 milliards, la création à moyen terme de deux à cinq millions d'emplois et une baisse des prix à la consommation de 6 p. cent. Cela signifie une augmentation de plus de 6 p. cent du produit national brut de la Communauté économique européenne.

Le Marché commun, en trente ans de pratique communautaire, a déjà éliminé tous les tarifs douaniers et établi des politiques communes dans plusieurs secteurs: agriculture, pêches, compétition et commerce. Mais l'objectif de la libre circulation complète des biens, des personnes, des services et du capital impose l'élimination des frontières physiques, techniques et fiscales de la fin des années 70 et du début des années 80.

Cette aventure de dérèglementation veut réduire les écarts de compétitivité, de croissance économique et de techniques de pointe entre la CEE et les États-Unis et le Japon. L'Europe doit améliorer sa productivité. Son PNB demeure inférieur à celui des États-Unis, malgré sa plus grande population. D'où les 300 directives rédigées par l'architecture du projet Lord Cockfield, que Mme Thatcher vient d'envoyer à la retraite, le croyant devenu trop européen. Une fois adoptées, ces «lois européennes» deviennent des lois dans chaque pays membre.

### Les barrières physiques

La disparition des postes de douanes, symboles des divisions à l'intérieur de la CEE, éliminera nombre d'inspections inutiles mais exigera une coopération poussée dans les domaines tels la collaboration policière, la garde des frontières extérieures de l'Europe, l'immigration, l'asile politique et les réfugiés, la drogue et le terrorisme.

La libre circulation des biens nécessitera des normes sanitaires

et vétérinaires communes, que l'on promet brèves et minimales. Déjà, le temps d'attente aux frontières a diminué puisqu'un seul document de voyage est nécessaire aux camionneurs dans toute la CEE. Ce document unique remplace les 70 formulaires requis auparavant.

Selon la compagnie Philips, ses camionneurs passent en moyenne 30 p. cent de leur temps à attendre aux postes de douanes. Comme le fabricant n'est jamais certain de recevoir à temps la marchandise, la compagnie doit maintenir des stocks plus importants. Ainsi, les stocks de Philips en Europe sont de \$10 milliards US, ce qui représente 23 p. cent des ventes annuelles, comparativement à 14 p. cent dans leurs usines américaines et japonaises.

### Les barrières fiscales

Pour éliminer les frontières fiscales sans provoquer d'évasion ou

de fraude, l'Europe 1992 comprendra deux échelons de taxe sur la valeur ajoutée (TVA): un premier taux de 14 à 20 p. cent pour les biens ordinaires; et un deuxième de 4 à 9 p. cent pour les biens et services de base. Chaque pays devra établir ses taux à l'intérieur de ce cadre. Londres aurait à augmenter ses taux et Paris, à les baisser.

La France de M. Rocard résiste, s'inquiétant de la réduction des ressources de l'État et s'interroge sur l'ampleur des moyens d'intervention que l'État doit conserver après 1993. Pour des raisons contraires, la Grande-Bretagne de Mme Thatcher s'est opposée aux «taux rigides» de Bruxelles, proposant de «laisser faire les forces du marché». Pour l'instant, la Commission doit affiner son projet et introduire la souplesse nécessaire.

### Les barrières techniques

Depuis des années, on cherche

en vain «la» formule pour créer un euro-pain, une euro-bière et des euro-pâtes. Dorénavant, le pumpernickel et la baguette seront côte à côte. En effet, un produit mis en marché dans un pays obtiendra, par «reconnaissance mutuelle», le droit de l'être dans tous les pays de la CEE.

Ainsi, en Italie, les pâtes ne seront plus obligatoirement fabriquées avec du blé dur plutôt qu'avec d'autres types de blé moins coûteux. L'Europe 1992 permettra à l'Italien de choisir entre les pasta traditionnelles et des pâtes au blé mou coûtant 15 p. cent de moins. C'est l'élimination de ces normes et restrictions qui permet d'anticiper les principaux gains économiques pour les entreprises et pour les consommateurs.

L'Europe 1992, c'est aussi l'ouverture des marchés publics. Les appels d'offre des organismes publics seront maintenant ouverts dans les domaines de l'énergie,

du transport, de l'eau et des télécommunications. D'où la décision de Northern Telecom du Canada d'inverser \$60 millions en France au cours des cinq prochaines années.

### La libre circulation des services et du capital

Un seul permis d'opération permettra à une banque ou à une institution financière d'un pays membre de s'établir dans les onze autres pays membres. Les épargnes pourront aussi aller vers les pays à taux d'imposition faibles ou nuls, ce qui entraînera une compétition entre les gouvernements. Incidemment, une banque étrangère opérant légalement dans un pays membre aura le droit de s'établir partout dans la CEE, si son pays d'origine offre les mêmes privilèges aux banques européennes.

Dans le domaine de l'assurance, la CEE a déjà libéralisé la vente d'assurance, sauf sur la vie, à l'ensemble du territoire pour les clients commerciaux. En télécommunications, quelques chaînes «paneuropéennes» de télévision parallèles aux réseaux nationaux permettront à une entreprise de s'offrir une publicité dans toute l'Europe. Un autre grand pas vers l'unité européenne.

### Fusions et acquisitions

Une fièvre de fusions et d'acquisitions entraîne la formation de très grands groupes industriels à travers l'Europe. Les multinationales américaines déjà actives en Europe se réjouissent, et les compagnies japonaises redéfinissent leur stratégie et produiront davantage sur place. Les entreprises canadiennes doivent aussi renforcer leur présence en Europe car l'exportation y sera plus difficile.

La libre concurrence étant aux échanges commerciaux ce que la loi de la nature est aux espèces animales, seuls les plus forts et les mieux adaptés survivront. Et chacun veut faire partie des survivants.

PIERRE S. PETTIGREW est directeur du marketing international à la société de gestion conseil Samson Belair, de Montréal.

## Une forteresse européenne?

Willy de Clercq, commissaire du commerce de la CEE, a annoncé ses couleurs: la réciprocité sera exigée comme prix d'entrée au marché européen. Cette réciprocité ne sera pas seulement une symétrie dans les conditions d'équivalence légale d'accès au marché, mais plutôt une équivalence dans les effets économiques.

Aussi bien dire: «On jouera ensemble seulement si vous nous laissez compter autant de buts que vous.» Cela n'a rien à voir avec les règles établies du système commercial international.

La stratégie de négociation contribue aussi au protectionnisme européen. Il est plus facile de convaincre un État membre d'éliminer telle frontière intracommunautaire si on la transfère simplement à l'ensemble du Marché commun. Ainsi, les importations d'automobiles japonaises seront limitées à 9,5 p. cent du grand marché alors qu'elles le sont à 11 p. cent selon les règles actuelles.

Pour exclure la concurrence étrangère, on introduit des règles de transition qui pourraient devenir permanentes et on protège des industries naissantes comprenant même les géants des télécommunications, des ordinateurs et de l'aéronautique. De plus, on établit des normes communautaires favorisant les fabricants européens d'appareils électroniques et d'ordinateurs. On redoute également la concurrence américaine sur les marchés publics.

### Le marché unique...

Plusieurs grandes compagnies européennes favorisent l'idée du marché unique, dans la mesure où elles y voient «leur terrain d'entraînement». L'Europe de 1992 deviendra-t-elle le nouveau «marché» du commerce mondial?

Le GATT doit établir, en décembre prochain à Montréal, de nouvelles disciplines pour contrer le protectionnisme, aussi présent quoiqu'à un moindre degré, dans l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, notamment en ce qui a trait à l'automobile.

Ces efforts de libéralisation bilatérale (Amérique du Nord) et plurilatérale (CEE) seront une contribution majeure à l'économie mondiale seulement dans la mesure où ils feront augmenter le commerce entre les pays membres, sans le faire dévier expressément des pays tiers.

M. Jean Gandois, pdg de Péchiney, a entrevu ces dangers. Il affirme «que notre attitude devant les protections aux frontières de l'Europe (doit être) plus pragmatique qu'elle ne l'est aujourd'hui. Dans notre marche nécessaire vers une ouverture plus large, il conviendrait que la pesée réaliste des «contreparties» prenne le pas sur l'émotivité politique.»

### UNE RÉVOLUTION DE 300 MILLIARDS DE DOLLARS CAN

(Estimation des gains économiques potentiels résultant de l'élimination des frontières internes de l'Europe)

Source des gains	Montant (en milliards de dollars CAN)	Pourcentage du PNB
Élimination des formalités de douanes	14	0,3
Élimination des barrières affectant le produit	114	2,4
Exploitation des économies d'échelle	98	2,1
Intensification de la compétition par la réduction de l'inefficacité des entreprises et du profit des monopoles	74	1,6
<b>TOTAL</b>	<b>300</b>	<b>6,4</b>

Source: Commission de la CEE

## Vers les États-Unis d'Europe

L'Europe 1992 n'est pas possible sans intégration politique. L'Acte unique accorde déjà plus de pouvoirs aux institutions de la CEE et à son parlement. D'abord, plusieurs décisions sont entérinées par une «majorité qualifiée» et non plus à l'unanimité. Ce mode de décision a permis les progrès étonnants réalisés l'an dernier. Il implique, bien sûr, une importante limitation à la souveraineté nationale puisqu'un pays peut devoir se soumettre à la volonté majoritaire. Aussi, on ne cherche plus à harmoniser les lois, les règles et les normes.

Une décision de la cour de justice de Luxembourg sur la crème de cassis a ouvert la voie de la reconnaissance mutuelle maintenant inscrite dans l'Acte unique. La République fédérale d'Allemagne (RFA) refusait à une firme le droit d'importer cette «liqueur» parce que sa teneur en alcool n'était pas assez élevée, selon ses normes.

Malgré les prétentions de la RFA, la cour européenne a décidé qu'aucun pays

ne pouvait bloquer l'importation d'un produit déjà vendu dans un autre État membre sauf pour des raisons sanitaires, des motifs de supervision fiscale, de commerce déloyal ou de protection des consommateurs.

Ainsi, Philips pourra offrir le même téléviseur à travers l'Europe au lieu des sept qu'il doit fabriquer actuellement. La reconnaissance mutuelle des diplômes académiques, des qualifications d'apprentis et des formations professionnelles conduira à une véritable libre circulation des personnes qui pourront à l'avenir travailler partout en Europe.

Les compagnies et les populations européennes recherchant un maximum de liberté et un minimum de responsabilité encourageront la compétition dans l'établissement des lois entre les pays membres et le gouvernement des juges.

### Les États-Unis d'Europe

Le président de la Commission de la CEE, M. Jacques Delors, a posé le problème. «Dans dix ans, 80 p. cent de la législa-

tion économique — et peut-être de la législation fiscale et sociale — sera dirigée de la Communauté.» L'augmentation du pouvoir économique de Bruxelles doit donc s'appuyer sur un pouvoir politique démocratique. Il ne peut être laissé entre les mains de fonctionnaires obscurs, les Eurocrates.

Un vaste sondage d'opinion, Europe 2000, rapporte que les deux tiers des Européens sont favorables à la transformation de la Communauté en «États-Unis d'Europe» dans les vingt prochaines années.

Jean-Louis Beffa, pdg du groupe industriel français Saint-Gobin, en expliquait la nécessité en termes clairs: «Les entreprises européennes ont besoin d'un tel cadre à leur propre futur. Le niveau purement national apparaît de plus en plus inadéquat par sa dimension totalement dépassée sur le plan industriel et reste cependant le seul cohérent pour le moment. Il est sans doute urgent d'aller le plus vite possible vers un marché unifié, mais aussi, dès à présent, d'accélérer les autres actions essentielles: celles de politiques.»

Au-delà du besoin des entreprises, M. Edgar Pisani écrivait dans l'*Événement européen*: «Entraînée, sans toujours en comprendre le sens, dans la course vers le marché unique, l'Europe ne serait bientôt que le théâtre d'opération des sociétés multinationales si ne se construisait pas une force politique et sociale à son échelle.»

Mme Thatcher refuse cette Europe supranationale et fédéraliste. La «Dame de fer» rejette l'Europe sociale chère à MM. Mitterrand et Gonzalez et les compromis pour rendre le projet acceptable aux syndicats et aux régions défavorisées. La révolution «thatchérienne» n'a pas fait reculer les frontières de l'État en Grande-Bretagne pour voir Bruxelles les rétablir au niveau européen.

Le premier ministre britannique veut le projet économique: ce grand marché unique dérèglementaire favorisant les entreprises et les financiers. Et elle veut ce marché ouvert au reste du monde; elle ne veut pas de forteresse européenne.

# Dukakis au pied de la pente raide



**JEAN-FRANÇOIS LISÉE**  
collaboration spéciale  
WASHINGTON

La côte s'appelle Heartbreak Hill. Elle se présente, intimidante, aux coureurs qui ont déjà foulé les deux tiers du parcours. Quelques-uns n'y survivront pas. Plusieurs y perdront tout espoir de victoire.

Le marathonien Michael Dukakis connaît bien le circuit de la course de Boston, l'épreuve de Heartbreak Hill. Il y a deux semaines, après avoir trébuché dans son ultime débat contre George Bush, il s'est retrouvé au pied de la pente raide et il n'en voit toujours pas la crête. Devancé par un Bush gonflé à bloc par les anabolistes de la publicité négative, Dukakis pectine, change de stratégie, tente de doubler à droite, à gauche, sans succès. Les sondages de la semaine sont cruels. Loin de reprendre du terrain, il en perd.

Bush mène désormais à 62 contre 31 le peloton des électeurs indépendants et à 54 contre 44 celui des «reaganodémocrates», ces admirateurs de Kennedy, John-

son et Carter qui ne veulent plus rentrer au bercail. Les nouvelles venues de Californie sont terribles. Bush tient une avance de 11 points dans cet État clé où Dukakis avait il y a trois mois un avantage de 9 points. Sans la Californie, il n'y a simplement plus d'espoir. Fini le rêve d'emménager à la Maison-Blanche. Le vaincu de Heartbreak Hill devra se contenter du Heartbreak Hotel.

### L'underdog

La semaine dernière, Dukakis était «l'underdog», le candidat qui pouvait revenir de l'arrière, galvanisé par le défi, porté par des troupes puisant dans la menace d'une défaite l'énergie indispensable à la victoire. Cette semaine, avec de nouveaux reculs dans les sondages, l'espoir est moribond. On ne demande plus à Dukakis s'il est optimiste. On lui reproche presque de ne pas admettre la défaite.

«Dans ce genre de campagne, 13 jours est une longue période», disait Dukakis mardi. «Non, c'est faux», rétorquait son interviewer, Ted Koppel, de *Nightline*. Le lendemain, Dukakis affirmait être «content de l'allure de la campagne», au journaliste d'ABC Sam Donaldson qui lui a répondu sur le ton de la remontrance: «Comment pouvez-vous dire ça?»

Mais qu'est-il censé dire? D'accord, vous avez raison, je rentre à la maison?

Tout peut encore changer, prétend-il au contraire: «J'avais 28 points d'avance sur mon rival un mois avant l'élection de 1978» pour le poste de gouverneur du Massachusetts. «Pour autant j'ai perdu, c'est une leçon que je n'ai jamais oubliée.» Une anecdote qui nous prouve qu'il sait perdre 28 points en un mois, mais sait-il les reprendre?

Le bilan des erreurs est normalement à la défecte électorale ce que l'autopsie est au décès. Le mea culpa peut être aussi le signe d'un renouvellement, d'un assouplissement. Au moins trois fois ces derniers jours, Dukakis s'est livré à la confession politique. A Koppel il a admis avoir «peut-être répondu trop tardivement» aux attaques de Bush. Il aurait dû «riposter dès le départ». Au *Washington Post*, il a confié avoir «peut-être» gaffé dès le départ, dès son discours pourtant très applaudi de la convention démocrate d'Atlanta. Il avait alors ciblé son message sur «la compétence, pas l'idéologie». «Le discours aurait-il dû être plus explicite, un exposé de ma philosophie, de mes positions...des différences fondamentales qui séparent Bush et moi?» s'est-il demandé. Même dans une publicité, il affirme aux électeurs: «Plusieurs d'entre vous ne savent rien sur moi, que mon nom et une étiquette. Une partie de la responsabilité pour cela doit être acceptée par notre propre effort». Quant à

l'autre partie, on sait où il la met. Chez Bush.

Car si la contrition est une phase de sa tentative de résurrection, la confrontation directe avec les tactiques de la campagne Bush en est une autre. Les sondages démocrates notent que les électeurs en veulent à Bush pour le négativisme qui domine la campagne. Se lançant sur cette vulnérabilité comme des vautours affamés sur leur proie, ils ont produit leur moisson de pubs télé anti-mensonges. La campagne Bush avait prévu le coup — elle a tout prévu — et a illico mis sur les ondes une pub qui retourne la politesse, qui accuse Dukakis de mentir. Tout de même, pour la première fois depuis septembre, Bush a dû passer, temporairement et sur un point, de l'offensive à la défensive.

Dukakis n'a pas dit son dernier mot. Il s'est répandu toute la semaine devant toutes les caméras et tous les micros, offrant interview sur interview. «Dukakis, plus on le connaît, mieux on l'aime», disent ses partisans. Ses stratèges ont décidé qu'on ne verrait plus que lui. «On pense que les électeurs vont jeter un deuxième regard sur les candidats pendant les deux dernières semaines», dit son attaché de presse, Dayton Duncan. Toutes les possibilités sont examinées si le candidat n'a pas rejeté l'invitation

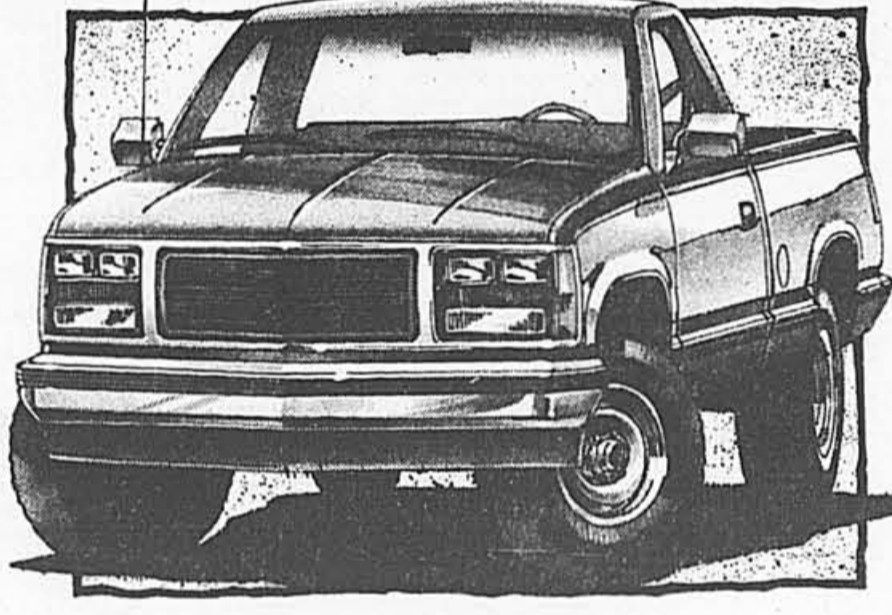
d'Oprah Winfrey, la nouvelle star des talk shows quotidiens.

Il n'est pas certain que l'équation visibilité = popularité soit à toute épreuve. Quel enthousiasme peut-on tirer du spectacle d'un condamné qui marche vers le gibet, des explications d'un candidat qui tente de se convaincre qu'il a encore une chance. La tactique a au moins cet avantage d'inciter Bush à mettre un terme à son boycott des interviews, comme il semble vouloir le faire en réponse à la tournée médiatique de Dukakis. On entend presque grincer les synapses des stratèges démocrates: si deux ou trois journalistes peuvent enfin coincer le vice-président avec l'agressivité due à un front-runner...

Le marathon Dukakis pense déjà à son sprint. Pendant les dernières 96 heures, la campagne Dukakis inondera les ondes d'une nouvelle et ultime vague de publicités, culminant la veille de l'élection avec une émission/pub de 30 minutes achetée sur les trois réseaux. On ne pourra échapper à la supplique de Dukakis qu'en se réfugiant sur le câble.

On voit mal ce que le candidat du Massachusetts pourrait faire de plus, sinon suivre ce conseil offert gratuitement par le comique Johnny Carson: déménager son quartier général de campagne à Lourdes.

# RECHERCHÉS



**15 600\$\***

SCOTSDALE/SIERRA SLX  
Transport et préparation inclus.

**16 900\$\***

SILVERADO/SIERRA SLE  
Transport et préparation inclus.

## LES FRÈRES CHEVROLET ET GMC

DU 24 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE 1988

Pour une foule de caractéristiques spéciales, comprenant • un puissant moteur V8 (305 po.cu.) à IEC de 175 CV  
• une radiocassette AM/FM/Stereo • un système de freins antipatinage

### SIGNES PARTICULIERS:

#### SCOTSDALE/SIERRA SLX

- Peinture métallique • Phares halogène • Boîte de 2,4 m. (8 pieds) de long
- Volant inclinable • Vitres teintées • Essuie-glace à balayage intermittent
- Enjoliveurs de roues • Retroviseurs noirs surbaissés • Barre stabilisatrice
- Moules latérales noires • Isolant à l'arrière de la cabine • Indicateurs voltmètre, thermomètre, manomètre d'huile et compteur journalier
- Pare-chocs arrière à marchepied peint • Amortisseurs renforcés
- Chauffe-bloc • Battene grande capacité

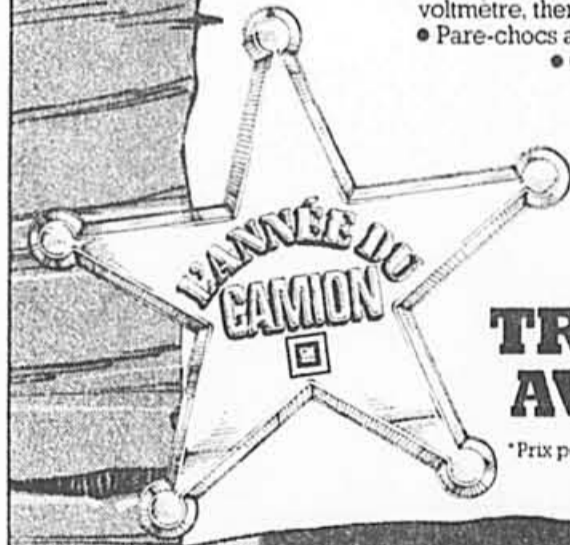
#### SILVERADO/SIERRA SLE

- Peinture métallique de luxe deux teintes • Phares halogène • Boîte de 2,4 m. (8 pieds) de long
- Volant sport inclinable • Vitres teintées • Essuie-glace à balayage intermittent
- Roues rally • Retroviseurs brillants surbaissés en acier • Barre stabilisatrice • Moules latérales brillantes
- Isolant à l'arrière de la cabine et sous le capot • Indicateurs voltmètre, thermomètre, manomètre d'huile et compteur journalier
- Pare-chocs avant et arrière chromé de luxe avec bourrelet de protection
- Amortisseurs renforcés avant et arrière • Châssis renforcé • Chauffe-bloc • Batterie grande capacité • Radiateur grande capacité • Réservoir à essence grande capacité

## RÉCOMPENSE

**TRANSMISSION AUTOMATIQUE À 4 VITESSES AVEC SURMULTIPLIÉE SANS SUPPLÉMENT\*\***

\*Prix pour les modèles 89 neufs spécialement équipés en stock, à 2 roues motrices. Modèles à 4 roues motrices également disponibles moyennant un supplément. Toutes les taxes de vente en sus. \*\*Cette offre ne peut être jumelée avec aucune autre offre du manufacturier.



VIENS CHEZ NOUS. ÇA ROULE.

**CHEVROLET OLDSMOBILE**  
GRAVEL CHEVROLET OLDSMOBILE INC. 6500, boulevard Marie-Victorin BRUSSARD, QC (514) 966-2233  
SAOIS CHEVROLET OLDSMOBILE INC. 710, boulevard Gauthier-Labrecq CHIMÉDEY, Ville de Laval, QC (514) 615-3897  
SNYDER AUTOMOBILES LTEE 2150, rue Notre-Dame LACOMBE, QC (514) 647-4051  
GIBEAULT AUTOMOBILES (1983) LTEE 150, boulevard Taschereau L'ARNAQUE, QC (514) 609-8471  
DUVAL CHEVROLET INC. 8100, boulevard Taschereau L'ARNAQUE, QC (514) 619-3800

**CLERMONT CHEVROLET OLDSMOBILE INC.** 6483, rue Saint-Jacques MONTREAL, QC (514) 279-6101  
HAROLD CUMMINGS LTD-LTEE 250, rue Jean-Jacques DUMAS MONTREAL, QC (514) 739-1911  
J.P. CHARBONNEAU AUTOS LTEE 3700, rue Ste-Catherine E.1 MONTREAL, QC (514) 226-4171  
LE RELAIS CHEVROLET OLDSMOBILE LTEE 4711, Avenue St-Hubert MONTREAL, QC (514) 384-6300  
CHRISTIN AUTOMOBILE INC. 7111, rue Deschamps E.11 PLYMOUTH, QC (514) 224-1350

**BARNABÉ CHEVROLET OLDSMOBILE INC.** 925, boulevard Laurentien SAINT-LAURENT, QC (514) 744-6401  
PLAZA CHEVROLET OLDSMOBILE CADILLAC INC. 10450, boulevard Henri-Bourassa Ouest SAINT-LAURENT, QC (514) 352-1673  
PARK AVENUE CHEVROLET OLDSMOBILE CADILLAC INC. 5000, rue Jean-Talbot E.11 SAINT-LEONARD, QC (514) 720-9311  
CARRIFOUR CHEVROLET OLDSMOBILE ET CAMIONS CHEVROLET INC. 200, boulevard Gauthier-Labrecq SAINT-HUBERT, (Ville de Laval), QC (514) 625-1991  
LALONDE CHEVROLET OLDSMOBILE CADILLAC LTEE 1411, boulevard St-Jacques Ville de Laval, QC (514) 324-4411

**PONTIAC BUICK**  
LES AUTOMOBILES CANDIAC INC. 38, route 132 DELSON, QC (514) 632-2020  
HARLAND PONTIAC BUICK INC. 955, boulevard Montreal-Toronto DORVAL, QC (514) 631-2051  
BOURASSA PONTIAC BUICK LTEE 1601, boulevard St-Martin E.11 DUFFERIN, Ville de Laval, QC (514) 382-2127  
CHAMPLAIN PONTIAC BUICK CADILLAC INC. 1000, boulevard des Sources ÎLE DES SOEURS (Wendon), QC (514) 769-5203  
GAUTHIER PONTIAC BUICK GMC INC. 35, rue Saint-Charles Ouest LONGUEUIL, QC (514) 670-1440  
VILLE-MARIE PONTIAC A BUICK LTEE 4500, rue Hochelaga MONTREAL, QC (514) 253-1414

**AVENUE PONTIAC BUICK CADILLAC INC.** 6100, boulevard Décarie MONTREAL, QC (514) 731-3701  
BOULEVARD PONTIAC BUICK GMC LTEE 6050, boulevard de l'Acadie MONTREAL, QC (514) 382-4400  
GOHIER PONTIAC BUICK INC. 2333, rue Jarry Est MONTREAL, QC (514) 376-4220  
LA BELLE PONTIAC BUICK LTEE 11751, rue Notre-Dame Est MONTREAL-EST, QC (514) 645-1651  
TERRY PONTIAC BUICK LTEE-LTD (700), rue St-Jacques Ouest MONTREAL, QC (514) 487-0200  
ACTUEL PONTIAC BUICK CADILLAC INC. 5909, boul. Cochrane ST-HUBERT, QC (514) 442-0899

**PARKWAY PONTIAC BUICK INC.** 9595, autoroute Transcanadienne SAINT-LAURENT, QC (514) 333-7070  
BRIEN PONTIAC BUICK GMC LTEE 9455, boulevard Lacordane SAINT-LEONARD, QC (514) 327-3540  
OMER BARRÉ PONTIAC BUICK INC. 5987, avenue Verdun VERDUN, QC (514) 768-2551  
CONTACT PONTIAC BUICK INC. 3970, autoroute Laval Ouest VILLE DE LAVAL, QC (514) 682-3670  
CAMIONS GM CENTRE DU CAMION GMC SYNCHRON INC. 5875, Route Cote de Liesse MONTREAL, QC (514) 244-4000  
LA CIE CHEVROLET MOTOR SALES DE MONTREAL LTEE 6525, rue Saint-Jacques Ouest MONTREAL, QC (514) 489-6631

## LES CONCESSIONNAIRES

